GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

GAZETTE

Au service de la communauté policière depuis 1938

Vol. 71, N° 1, 2009
www.grc-rcmp.gc.ca

POSTE ISOLÉ

Les réalités des services de police dans les collectivités isolées

Sécurité dans l'Arctique
Protection de la frontière nord du Canada

Nord de la Nouvelle-Zélande
Terre battue et policiers solitaires

Trouble de l'autisme
Signes que la police doit observer

Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police

Canada

Police rurale

Lorsque la Police à cheval du Nord-Ouest a entrepris la Marche vers l'Ouest en 1874 pour maintenir l'ordre dans les vastes territoires que sont maintenant la Saskatchewan et l'Alberta, le concept de la police urbaine n'existait pas. De nos jours, même si plus de 50 % des Canadiens habitent dans les villes, la GRC est fidèle à ses traditions et continue d'appliquer la loi dans les endroits isolés et les petites collectivités.

La GRC compte environ 200 postes isolés dans l'ensemble du Canada. La plupart sont situés dans le Nord, tandis que d'autres se trouvent le long des côtes accidentées et dans les régions rurales ou éloignées de l'intérieur du pays. Les services assurés dans ces collectivités sont fondamentalement différents de ceux de la police urbaine. Dans le présent numéro, nous examinons ce que représente une affectation dans un petit détachement isolé, lorsque la ville la plus proche est parfois à plusieurs heures de route.

Tout d'abord, Caroline Ross, rédactrice de enlever l'étalique la *Gazette*, présente un article vedette sur les services de police dans l'Arctique canadien, région dont les côtes s'étendent sur plus de 150 000 km. Elle traite des pressions croissantes exercées par la hausse des températures, la fonte des glaces marines ainsi que les réserves inexploitées de pétrole et de gaz qui rendent cette région plus intéressante et plus facile d'accès, ce qui accroît les défis en matière de sécurité pour les policiers et leurs partenaires.

Caroline Ross examine aussi les réalités du travail de police quotidien dans les collectivités isolées du Canada. Qu'ils soient affectés dans la collectivité insulaire de Bella Bella (C.-B.), accessible seulement par bateau ou par avion, ou dans la collectivité arctique de Coral Harbour (Nunavut), où ils sont régulièrement appelés à réparer des motoneiges ou des fournaises, les policiers des postes isolés doivent relever une foule de défis qui ne se posent probablement pas à leurs collègues qui travaillent dans les plus grandes villes.

Nous présentons également un aperçu de la nouvelle politique de la GRC sur les renforts et des stratégies adoptées par les petits détachements isolés pour en respecter les exigences.

La dr Barb Schmalz, psychologue de la GRC à Calgary, explique les aspects psychologiques du travail dans les postes isolés.

L'insp. Mark Allen, de la Police provinciale de l'Ontario, traite des services de police dans les régions isolées de l'Ontario ainsi que des quatre grands défis que doivent relever les policiers à l'extérieur des centres urbains de cette province.

Les services de police de l'extérieur du Canada font face à des problèmes similaires et ont mis au point des solutions répondant à leurs besoins précis.

Le gend. Andrew Small, du Service de police du Kent, en Angleterre, décrit le rôle du coordonnateur de la criminalité environnementale et rurale de ce comté, rôle qui est adapté à la campagne anglaise.

Pour sa part, Judy Putt, Ph.d., du Australian Institute of Criminology, examine l'augmentation de la toxicomanie dans les régions isolées de l'Australie ainsi que des initiatives et stratégies prometteuses mises au point par la police de ce pays pour lutter contre ce problème.

Sarah Kennett, du Service de police de la Nouvelle-Zélande, décrit les problèmes auxquels la police fait face dans la région hostile et isolée de Northland et quelques-uns des programmes innovateurs créés pour les résoudre.

Enfin, Jason B. Moats, auteur de *Agroterrorism: a guide for first responders*, explique les problèmes de logistique causés par un important incident agricole et l'intervention de la police.

Même si l'application de la loi dans les endroits isolés semble difficile et solitaire, il y a aussi de nombreux aspects positifs. Nous espérons que le présent numéro présentera un équilibre réaliste entre les défis et les avantages des postes isolés.

Katherine Aldred

Autres ressources de la Bibliothèque du Collège canadien de police sur le travail policier dans les communautés isolées
http://www.cpc-ccp.gc.ca/library-biblio/library-biblio-fra.html

Livres

NANCOO, Stephen E. *Contemporary Issues in Canadian Policing*, Mississauga (Ontario), Canadian Educators' Press, 2004. HV 8157 C76

LAMPARD, Murray. *Innovation, Partnerships and Policing: A Teams Approach to Remote Service Delivery*, Canberra (Australie), Australian Institute of Criminology, 2003. HV 7936 .I52 L21

LeBEUF, Marcel-Eugène. *Crime organisé et police dans les communautés rurales et isolées du Canada : une étude des perceptions des policiers/policières et de leurs interventions courantes : résultats préliminaires d'une recherche sur le terrain = Organized Crime and Policing in Rural and Remote Canadian Communities: A Study of Police Officers' Perceptions and Current Actions: Preliminary Field Research Results,* Ottawa (Ontario), GRC, 2005. HV 8079 .O73 L49r

RITCH, Van. *Rural Surveillance: A Cop's Guide to Gathering Evidence in Remote Areas.* Boulder (Colorado), Paladin Press, 2003. HV 8080 .P2 R51

Articles

MAWBY, R.I. « Myth and Reality in Rural Policing: Perceptions of the Police in a Rural County of England », *Policing: An International Journal of Police Strategies and Management*, vol. 27, no 3 (2004), p. 431-446.

OSBORNE, Season. « Le terrorisme rural : le rôle important des détachements isolés dans la lutte au terrorisme = Rural Terrorism: Remote Detachments Important to Counterterrorism Policing », *Gazette*, GRC, vol. 66, no 4 (2004), p. 11.

« Small and Rural Law Enforcement Technology », *Journal of California Law Enforcement*, vol. 38, no 4 (2004), p. 5-12.

GAZETTE

Au service de la communauté policière depuis 1938

Vol. 71, N° 1, 2009

Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

Le gend. Kyle Edwards s'arrête un moment pour admirer le paysage dans la vallée de Thrasher Lake à une trentaine de minutes par VTT du Détachement de la GRC à Paulatuk (T.N.-O.).

Le gend. Todd Scaplen

Dossier

Services de police dans les régions isolées

7 La protection de la frontière septentrionale du Canada
10 Services de police dans les collectivités isolées
14 Le renfort dans les petits détachements
15 Bienvenue à Sachs Harbour (T.N.-O.)
16 Les défis et les récompenses du travail de relève dans le Nord
18 L'OPP s'attaque aux problèmes des collectivités rurales et éloignées de l'Ontario
20 Le terrain difficile met les policiers à l'épreuve dans le nord de la Nouvelle-Zélande
22 La police du Kent engage un coordonnateur des crimes contre l'environnement
23 Se préparer à l'agroterrorisme : le 11 septembre à la ferme
24 La psychologie pour les postes isolés
26 Composer avec l'abus de drogues dans les régions isolées de l'Australie

Rubriques

2 Mot de la rédaction
4 Actualités
6 Q&R avec l'agent-détective Clifford Clark, spécialiste en entrevues avec les témoins
12 Forum — Quels sont les plus grands défis des policiers en région éloignée?
28 Saviez-vous que . . .
29 Pratiques exemplaires — Un réseau de voisinage qui fait jaser
30 Reportage — Prise d'otages et médias
32 Reportage — Conseils pour reconnaître le trouble de l'autisme
34 À l'avant-scène
36 Nos partenaires à l'oeuvre — Programme d'agents de liaison avec les services correctionnels communautaires
38 Les dernières tendances — Vif intérêt pour le Programme de surveillance aéroportuaire

SUR LA COUVERTURE :

Dans un détachement nordique comme celui de Takla Landing (C.-B.), le policier doit s'intégrer à la collectivité locale et s'adapter à un environnement isolé et à des conditions souvent difficiles.

Photo: GRC

ÉDITRICE – Nancy Sample RÉDACTRICE EN CHEF – Katherine Aldred JOURNALISTE – Caroline Ross GRAPHISME – Jennifer Wale
ADMINISTRATION ET DIFFUSION – Alexandre Guilbeault TRADUCTION – Services de traduction de la GRC IMPRIMERIE – Performance Printing

COMITÉ ÉDITORIAL DE LA *GAZETTE*
S.é.-m. Lori Lynn Colbourne - insp. Craig Duffin - Edward Drodge, Ph.D. - S.é.-m. Chris Fraser - Wendy Nicol - Roberta Sinclair, Ph.D. - Brian Yamashita, Ph.D.

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des relations publiques et des services de communication de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel. On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la Rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. Pour communiquer avec nous : La rédactrice en chef — la *Gazette* de la GRC, immeuble L.H. Nicholson, pièce A200, promenade Vanier, Ottawa (Ontario) CANADA K1A 0R2, par téléphone : (613) 998-6307, par télécopieur : (613) 993-3098, par courriel : gazette@grc-rcmp.gc.ca, par Internet : ***www.rcmp.ca/gazette/index-fra.htm*** © Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (2000).

NOUVEAU MODÈLE D'ESTIMATION DES RESSOURCES POLICIÈRES

Les chefs de détachement savent à quel point il est difficile de déterminer le nombre requis d'agents aux services généraux pour assurer des services policiers dans une collectivité.

Cette tâche est maintenant facilitée par un nouveau modèle d'estimation des ressources policières (MERP) lancé en 2007 par les Services de police communautaires, contractuels et autochtones (SPCCA) de la GRC.

Le MERP est un outil de mesure de la charge de travail qui broie les données sur le volume d'appels d'un détachement, les types d'appel, le temps de déplacement par appel, la distribution d'événements et les heures de disponibilité des agents. Cet outil matraque ensuite des rapports détaillés décrivant comment des augmentations ou des réductions de l'effectif d'un détachement ont une incidence sur les niveaux de service et inversement.

Les chefs n'ont qu'à examiner un graphique pour savoir comment un scénario particulier se déroulera — combien d'agents responsables des appels prioritaires peuvent se présenter immédiatement ou combien d'heures restera-t-il pour le travail proactif — affirme l'insp. Craig Duffin du Groupe du modèle d'estimation des ressources policières des SPCCA.

Les divisions utiliseront cet outil et Duffin s'attend à ce qu'un réseau national d'analystes qualifiés du MERP soit en place d'ici le printemps 2009.

En Alberta, les analystes du MERP Peter Fullbrandt et Mary Day ont produit des rapports sur 55 des 145 détachements de la province. « J'ai surpris certains chefs de détachement en leur prouvant quelles étaient leurs périodes occupées », déclare Fullbrandt, ajoutant que les rapports contribuent aussi à repérer des occasions d'initiatives de répression ciblée et de réduction de la criminalité.

Le s.é.-m. Gary Graham s'est servi des rapports du MERP pour développer une analyse de rentabilisation afin d'accroître les effectifs de la GRC à Okotoks (Alberta). Graham a présenté trois options de services policiers aux décideurs municipaux, allant du statu quo à l'ajout de quatre membres à l'effectif.

GRC

Combien d'agents aux services généraux sont nécessaires dans votre détachement pour offrir davantage qu'une réponse immédiate à un appel? Vous aurez la réponse en consultant le modèle national de ressourcement de la police.

« Ce que j'aime à propos des résultats du MERP, c'est qu'ils permettent à la collectivité et aux élus de faire des suggestions significatives à la police », affirme Graham. Il souligne que les partenaires savent que leurs décisions de financement ont une incidence sur la sécurité du public.

Les rapports du MERP se fondent actuellement sur des données historiques, mais les SPCCA veulent concevoir un système de prévision en fonction des données qu'ils recueilleront au cours des cinq prochaines années.

— Caroline Ross

AMÉLIORER LE RENSEIGNEMENT EN MATIÈRE DE CRIMES SEXUELS

En Colombie-Britannique, les adultes victimes d'agression sexuelle peuvent maintenant le signaler anonymement à la police par l'intermédiaire des organismes communautaires d'aide aux victimes, grâce à l'entrée en vigueur, à l'automne 2008, d'un protocole de signalement par un tiers.

Ce protocole consiste en un partenariat entre la GRC, les services de police municipaux et les programmes communautaires d'aide aux victimes de la C.-B. Il s'agit du premier protocole conclu à l'échelle provinciale au Canada et les différents intervenants espèrent que les femmes, en particulier les travailleuses marginalisées de l'industrie du sexe, seront plus nombreuses à communiquer des renseignements à la police.

« Souvent, les travailleuses du sexe ont déjà eu des démêlés avec la police », explique Tracy Porteous, directrice exécutive de l'Ending Violence Association of B.C., fer de lance de l'initiative. « Elles ne pensent pas forcément à appeler la police, mais elles font souvent appel aux programmes communautaires d'aide aux victimes pour surmonter le traumatisme psychologique dû à l'agression sexuelle qu'elles ont subie. »

En vertu du protocole, les victimes peuvent remplir un questionnaire standard et anonyme qui sera transmis à la police. Celle-ci peut utiliser les informations pour repérer des crimes répétitifs, établir des profils et modifier sa stratégie de patrouille. « Les enquêteurs peuvent également demander à l'organisme d'aide si la victime est prête à sortir de l'anonymat et à parler avec eux, précise l'agente-détective Kathleen Tchang, du Groupe des crimes sexuels du Service de police de Vancouver.

Certaines femmes acceptent, et cela permet des enquêtes qui autrement n'auraient pas lieu. »

Grâce au financement de la GRC et de Justice Canada, en C.-B., 62 programmes communautaires d'aide aux victimes offrent ce service de signalement anonyme. « Les travailleuses du sexe ne restent pas toujours au même endroit et elles emmènent leurs histoires avec elles, explique Tchang. Nous avons maintenant les moyens d'entendre ces histoires. »

De plus, grâce à leur système informatique provincial, les services de police de C.-B. se communiquent des informations provenant de leurs rapports, ce qui permet aux enquêteurs d'établir des ponts entre les différents territoires de compétence et de repérer des prédateurs sexuels qui changent de ville.

Le protocole de signalement par un tiers repose sur les pratiques exemplaires en place depuis le début des années 90 à Vancouver, Victoria et Prince George.

— Caroline Ross

INTENSIFICATION DES LIENS ENTRE INTERPOL ET L'ONU

Une nouvelle recrue au bureau d'Interpol aux Nations Unies, à New York.

Harper Boucher, ancien s.-comm. de la Région de l'Atlantique à la GRC, a été nommé représentant spécial d'Interpol aux Nations Unies en avril 2008. Au cours des trois prochaines années, M. Boucher se consacrera donc à intensifier les communications et la coordination entre Interpol et les Nations Unies dans les domaines d'intérêt commun, dont le terrorisme, le crime organisé et le trafic de drogues, d'armes et de personnes.

Interpol compte des ressources policières dans 187 des 192 États membres de l'ONU, explique M. Boucher. Elle peut également compter sur son réseau d'information I-24/7 et des bases de données mondiales comme celle des passeports perdus ou volés pour soutenir les initiatives pertinentes de l'ONU.

« Il s'agit pour nous de déterminer les secteurs où nous pouvons jouer un rôle accru, précise M. Boucher. Je dois m'assurer que nous ne nous immisçons pas dans la sphère politique des Nations Unies, mais que nous nous entretenons des opérations – une démarche tactique visant à déterminer la façon dont nous pouvons soutenir les États membres sur le plan de la sécurité. »

Le bureau d'Interpol à l'ONU a été mis sur pied en 2004, sous la direction d'Ulrich Kersten, ancien président de la police criminelle fédérale allemande. Entre autres contributions, M. Kersten est l'instigateur de l'avis spécial Interpol-ONU visant à favoriser l'application des sanctions de l'ONU contre les terroristes et les organisations terroristes.

Pour sa part, M. Boucher a déjà pris des initiatives prometteuses, dont l'établissement d'un partenariat avec le Département des missions de maintien de la paix de l'ONU en vue de fournir une formation et un soutien à la police locale dans les zones de conflit, et un projet de mettre sur pied une capacité policière dans les pays qui ont relevé des lacunes dans la mise en oeuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU.

« Le crime transnational a évolué vers une nouvelle forme de géopolitique, doté de ses caractères, sa logique, sa structure et ses systèmes de soutien propres, déclare le secrétaire général d'Interpol, Ronald K. Noble. « La nécessité d'une collaboration n'a jamais été aussi grande en regard de cette nouvelle réalité, et c'est un défi que le partenariat Interpol-ONU peut facilement relever. »

Jeanette Kroes

L'ancien s.-comm. de la GRC Harper Boucher tisse des liens entre Interpol et l'Organisation des Nations Unies à New York.

Fort d'une expérience de 37 ans à la GRC, M. Boucher a ce qu'il faut pour forger des partenariats stratégiques avec divers ordres de gouvernement.

— Caroline Ross

SUR LA PISTE DES INSTALLATIONS DE CULTURE GRÂCE À UNE NOUVELLE TECHNOLOGIE

Une nouvelle technologie canadienne permettrait non seulement de mettre un frein au vol d'électricité, mais aussi de démanteler les installations de culture de marihuana à l'origine de ces vols.

Le programme de compteur électrique sans fil – conçu par la firme dTechs Electrical Profile Management Ltd. de Calgary – permet de surveiller la consommation d'électricité à même une ligne principale de transport et d'avertir les fournisseurs des cas de consommation excessive. Il revient ensuite à la société d'électricité d'intervenir, soit en coupant le courant aux résidences en contravention ou en signalant une éventuelle activité criminelle à la police.

GRC

« Dans 95 pour cent des enquêtes sur des installations de culture, nous constatons le vol d'électricité, explique le serg. Keith Hurley, de l'équipe d'enquête sur la marihuana du sud de l'Alberta (Southern Alberta Marihuana Investigation Team, dite SAMIT), formée d'agents du Service de police de Calgary et de la GRC en Alberta.

Selon le serg. Hurley, la SAMIT démantèle environ 10 pour cent des installations de culture à Calgary chaque année, grâce surtout aux tuyaux fournis par le public et les sources policières. Mais des milliers d'installations demeurent indétectées.

Ce genre de compteur permettrait de repérer un plus grand nombre d'installations, surtout celles qui ne présentent pas de signe visibles comme des fenêtres de sous-sol noircies. Cela dit, le serg. Hurley souligne que les autorités policières ne profiteront de cet outil que si les sociétés d'électricité adoptent le produit et s'engagent à signaler les cas de consommation anormale.

C'est ce qui se passe à Calgary, où dTechs a mis l'instrument à l'essai en collaboration avec les fournisseurs locaux et la SAMIT.

Durant l'un des essais effectué en mai 2008, l'instrument a permis de repérer quatre résidences qui tiraient un montant excessif d'électricité dans un quartier de quelque 927 maisons. La SAMIT a par la suite saisi pour 750 000 $ de plantes de marihuana et plus de 31 kilogrammes de la drogue emballée dans deux des quatre maisons suspectes.

Le serg. Hurley précise que le vol d'électricité n'est qu'un des éléments en cause dans les enquêtes sur les installations de culture. « Nous avons l'obligation de trouver plus de preuves que le simple vol d'électricité »; les tuyaux et la surveillance demeurent donc des outils essentiels dans ces dossiers.

Le programme de compteur d'électricité est l'oeuvre de Roger Morrison, un ancien sergent de la section antidrogue du Service de police de Calgary, qui a fait enquête sur plus de 750 installations de culture. Il a fondé la société dTechs en 2005.

— Caroline Ross

Dessine-moi un visage

Un logiciel inaugure une nouvelle ère dans la remémoration physionomique des témoins

L'EFIT-V, ça vous dit quelque chose? Il s'agit en fait de la toute dernière génération de logiciels d'imagerie physionomique, capable de créer un portrait-robot précis à l'aide d'un minimum d'indications verbales du témoin. L'agent-détective Clifford Clark, spécialiste des entrevues de témoins, présidait le groupe d'utilisateurs d'E-FIT au Royaume-Uni de 2004 à 2008. Aujourd'hui membre de la police néo-zélandaise, l'ag.-dét. Clark s'entretient avec notre chroniqueuse, Caroline Ross, sur la façon dont l'EFIT-V révolutionne le monde de l'imagerie physionomique.

Tout d'abord, en quoi consiste un logiciel d'imagerie physionomique?

Les logiciels d'imagerie physionomique servent à générer le visage (d'un présumé contrevenant) à partir du souvenir d'un témoin. Essentiellement, il s'agit de transposer le souvenir qu'un témoin a du visage d'un contrevenant dans une forme concrète qui peut être diffusée publiquement.

Qu'est-ce qui rend EFIT-V si avant-gardiste?

EFIT-V aborde le visage d'un suspect de façon intégrale, plutôt que comme un assemblage de caractéristiques disparates que le témoin doit déterminer et modifier une à une. Une fois que le témoin a sélectionné le sexe, l'apparence ethnique, le style de coiffure et la forme générale du visage, le logiciel génère neuf visages. Le témoin choisit ensuite celui qui s'apparente le plus au souvenir qu'il conserve du suspect, puis le logiciel produit une nouvelle série de physionomies à partir du visage sélectionné. À chaque génération successive de visages, le programme réduit le degré de variation entre ceux-ci, de sorte qu'ils en viennent à se ressembler progressivement et à coller de plus en plus près au souvenir du témoin.

Qu'est-ce qui distingue cette approche intégrée des autres techniques d'imagerie physionomique?

La majorité des logiciels font appel à un système qui façonne un visage en combinant la photographie de caractéristiques individuelles, qui sont regroupées pour former un visage complet, puis modifiées ou corrigées une à une – par exemple en sélectionnant un nez à partir d'une base d'images. Les artistes judiciaires du FBI, en outre, demandent au témoin d'examiner chaque caractéristiques individuellement à partir d'un album de divers visages; la sélection initiale se fait donc de façon isolée.

Qu'est-ce qui rend cette technique plus efficace que les autres?

La psychologie nous enseigne que les êtres humains sont aptes à reconnaître un visage entier, mais il leur est plus difficile de discerner des caractéristiques individuelles, surtout sur des visages non familiers. Si vous voyez un visage seulement un instant, il vous sera très difficile de discerner les yeux de cette personne parmi des centaines d'exemples, mais vous pourriez facilement reconnaître le visage entier de la personne au sein d'un groupe.

Dans quelle mesure l'efficacité de l'EFIT-V repose sur l'apport verbal du témoin?

Le programme EFIT-V est axé davantage sur le visuel que sur le verbal. Les systèmes antérieurs reposaient sur une entrevue cognitive (avec le témoin) pour tâcher d'élaborer une description du contrevenant avant de développer le portrait-robot à l'ordinateur. Tout semble indiquer que l'EFIT-V soit tout aussi efficace, mais sans entrevue, ou du moins avec une entrevue abrégée. Le programme permet au témoin de visualiser plusieurs visages, puis de choisir celui qui se rapproche le plus de son souvenir et de rejeter ceux qui s'en démarquent le plus. Le logiciel mise donc sur notre capacité de reconnaissance innée plutôt que de nous obliger à aborder des descriptions partielles qui portent facilement à une interprétation erronée.

Quels sont les avantages pour la police?

L'EFIT-V semble effectivement plus rapide que les méthodes conventionnelles (pour ce qui est d'en arriver à un portrait-robot utile). Il semblerait également qu'il peut être efficace avec des témoins aux capacités de communication limitées, comme les enfants, les gens qui parlent une autre langue, ou ceux qui souffrent de déficience cognitive. En effet, les témoins peuvent sélectionner des images plutôt que d'avoir à décrire ce qu'ils recherchent.

Tom Clark

Décrire le visage d'un suspect dans le détail est une tâche ardue pour la plupart des témoins oculaires, explique l'agent-détective Clifford Clark, de la Police de Nouvelle-Zélande, que l'on voit ici aux côtés d'un système d'imagerie physionomique reposant davantage sur l'apport visuel que verbal du témoin.

Avez-vous d'autres commentaires pour conclure?

Il est important de se rappeler qu'un portrait-robot n'est que l'image du souvenir d'un témoin, fondé sur un regard fugace. Il ne correspondra jamais à un cliché du contrevenant. Le portrait-robot nous aide à résoudre un crime en déterminant des suspects potentiels, mais c'est encore le travai de détective qui permettra d'inculper ou d'innocenter un suspect. ■

LA PROTECTION DE LA FRONTIÈRE SEPTENTRIONALE DU CANADA

Une démarche polyvalente

par Caroline Ross

Le 23 août 2007, un voilier norvégien lié au crime organisé a accosté à Cambridge Bay (Nunavut), un hameau de 1500 personnes à 200 kilomètres au nord du cercle arctique. Le bâtiment avait auparavant passé la douane à Halifax, puis quitté les eaux canadiennes pour faire voile vers le Groenland; là, il a embarqué un affilié présumé des Hell's Angels de Norvège, puis réintégré les eaux canadiennes sans passer la douane près de Gjoa Haven (Nunavut).

Un an plus tôt, le 18 septembre, un Roumain impliqué dans le passage de clandestins et le trafic de drogues avait tenté à une quatrième reprise de s'introduire au Canada illégalement – cette fois à bord d'un voilier naviguant du Groenland à destination de Grise Fiord (Nunavut). Il a été appréhendé par le détachement local de la GRC.

De tels incidents pourraient s'intensifier tandis que le réchauffement du climat et la fonte des glaces arctiques rendent praticable le passage du Nord-Ouest – une voie de navigation dans l'océan Arctique – et exposent le littoral arctique de quelque 156 029 kilomètres à la circulation maritime internationale.

Si on ajoute à cela le fait que l'Arctique canadien pourrait contenir plusieurs réserves de pétrole et de gaz inexploitées, on comprend aisément que la souveraineté de cette région soit devenue une priorité pour le gouvernement fédéral.

C'est également un enjeu de plus en plus préoccupant pour la GRC, chargée d'assurer la première ligne de défense dans la plupart des régions glacées du Nord canadien.

Le cap. Peter Marshall observe la glace de mer de l'Arctique à Gjoa Haven (Nunavut). À l'été 2007, un voilier norvégien ayant des liens avec les Hells Angels est passé à cet endroit dans le but de se soustraire aux douanes.

Glenn Regan, gend.

Peter Rennich

Soixante-quatre pour cent de la ligne de côte canadienne s'étend dans l'océan Arctique. La fonte des glaces de mer signifie que la voie de circulation du passage du Nord-Ouest pourrait être exempte de glaces lors de périodes saisonnières d'ici 10 ans.

Premiers intervenants dans l'Arctique

Presque la totalité de la frontière arctique canadienne se situe dans les territoires du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest, qui constituent ensemble 34 pour cent de la masse terrestre du pays, mais moins de un pour cent de sa population.

La responsabilité d'assurer la sécurité de ces côtes éloignées est partagée entre plusieurs ministères et organismes fédéraux. Le ministère de la Défense nationale coordonne pour sa part la planification et les interventions militaires et effectue des patrouilles pour assurer la souveraineté. L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a le mandat de surveiller les personnes et les marchandises introduites au pays, tandis que la Garde côtière canadienne assume les opérations de recherche et de sauvetage dans la région.

Le rôle principal de la GRC dans le Nord est de décourager les activités qui menacent l'intégrité frontalière et la sécurité nationale, et de veiller à l'exploitation légitime des voies navigables intérieures. Mais, par nécessité, il arrive souvent que la Gendarmerie soit le premier intervenant dans les incidents qui relèvent d'autres entités fédérales.

"La GRC est le seul (organisme d'exécution des lois fédérales) qui soit présent dans chaque collectivité du Nord, explique le surint. Grant St. Germaine, off. resp. des enquêtes criminelles de la GRC dans les Territoires du Nord-Ouest.

La plupart des autres organismes assurent une présence saisonnière ou détachent du personnel et du matériel dans la région en réponse à un incident; la GRC, par contre, compte des détachements permanents dans chacune des 25 localités du Nunavut et dans 23 des 34 localités des Territoires du Nord-Ouest, y compris les sept hameaux sur la côte de l'Arctique.

« Si un navire battant pavillon étranger surgit soudainement dans l'Arctique et qu'il pose un problème – qu'il s'agisse d'une question de douane ou d'immigration ou d'un sauvetage – la GRC est généralement l'entité la plus proche pour intervenir, précise le surint. St. Germaine. Dans la plupart des cas, il nous incombera d'assurer la première intervention, et nos partenaires surviendront par la suite. »

C'est ce qui s'est passé à Cambridge Bay, lorsque le navire de Norvège a fait irruption sans passer la douane, fort de ses liens avec les Hell's Angels. Les membres de la GRC de la localité ont coordonné les mesures de contrôle douanier, les arrestations et l'enquête frontalière jusqu'à l'arrivée de représentants de l'ASFC de Vancouver.

En ce qui a trait aux débarquements illégaux de la sorte, la GRC peut mettre à profit le milieu de l'Arctique », fait remarquer le surint Bob Wheadon, off. resp. des enquêtes criminelles de la GRC au Nunavut. « (Le territoire) est vraiment aride et isolé... Les seuls points d'intérêt pour les gens sont les localités, et c'est là que nos effectifs sont postés. »

Assurer la sécurité de l'entrée de service du pays

Outre l'intérêt pour les aventuriers intrépides, quel est le risque qu'une intensification de la navigation commerciale entraîne l'introduction d'éléments criminels dans le nord du Canada? Ce risque est certainement présent à Churchill, unique port fonctionnel du pays dans l'Arctique.

Situé au nord du Manitoba sur les côtes de la baie d'Hudson, le port de Churchill assure une liaison saisonnière avec l'océan Arctique. Le port servait traditionnellement pour l'exportation de produits agricoles vers les marché étrangers, mais il a commencé à recevoir des cargaisons à destination du Canada en octobre 2007.

La première cargaison de ce genre est venue de Russie : un vaste chargement de nitrate d'ammoniaque (un fertilisant) à destination des Prairies. « Évidemment, une cargaison de cette envergure d'une telle substance comporte d'autres usages, précise l'insp. Robert Bazin, off. resp. de la GRC pour l'intégrité frontalière au Manitoba.

Des navires chargés en provenance d'Asie et du Moyen-Orient accostent également à Churchill – et le trafic croissant de navires pose certainement des défis pour les effectifs locaux de l'ASFC et de la GRC. Afin de suppléer à ces effectifs, l'insp. Bazin a mis sur pied un programme auxiliaire de patrouille portuaire, qui voit des membres de la police frontalière de la GRC, des sections des douanes et de l'accise, ainsi que des questions d'immigration et de passeport établies à Winnipeg et à Calgary faire équipe avec un maître de chien de l'ASFC et se rendre à Churchill au moins une fois durant la saison de navigation, qui s'étend de juillet à novembre. Les groupes collaborent avec des membres locaux de l'ASFC et de la GRC pour inspecter les cargaisons importées et les équipages pour toute infraction en matière d'intégrité frontalière, mais les visites remplissent aussi un objectif autrement essentiel.

« À l'heure actuelle, nous ne disposons

pas de beaucoup de renseignements sur les activités dans le Nord – en particulier dans un port qui constitue l'entrée de service du pays, explique l'insp. Bazin. Nous tâchons de cerner les points vulnérables de ce secteur et ce que nous pouvons faire pour les atténuer. »

La patrouille des voies navigables intérieures

Le mandat de la GRC dans le Nord comprend l'application de la loi sur les voies navigables intérieures. Dans l'Arctique canadien, la voie navigable qui pose le plus haut risque d'exploitation serait le fleuve Mackenzie, qui s'étend sur 1738 kilomètres à travers les Territoires du Nord-Ouest, du Grand lac des Escalves à la mer de Beaufort dans le Nord-Ouest de l'Arctique. Voie traditionnelle des approvisionnements, le fleuve est sillonné par un fort volume de chalands et donne accès à plusieurs secteurs de développement minier et gazier dans le territoire.

« Si quelqu'un décidait de faire sauter un de ces chalands (en particulier près du débarcadère à l'embouchure sud du fleuve), il pourrait effectivement compromettre cette voie navigable, concède le surint. St. Germaine. Ce qui pourrait avoir un grave impact sur l'économie du nord du pays. »

L'Équipe intégrée de l'intégrité des frontières (EIIF) de la GRC effectue déjà des patrouilles annuelles sur le Mackenzie à l'aide d'un navire basé au Grand lac des Esclaves. Le programme EIIF met par ailleurs en oeuvre des mesures additionnelles visant la circulation accrue sur le fleuve. L'an dernier, le programme a collaboré avec d'autres ministères fédéraux en vue d'acquérir un navire d'intervention rapide qui favorisera d'autant les capacités de patrouille. Ce navire sera stationné à Inuvik, à l'embouchure nord du fleuve; il sera aussi prêt à intervenir dans tout incident menaçant la sécurité dans la mer de Beaufort.

Les deux navires et leur équipage seront d'ailleurs mis à l'épreuve durant un exercice de maintien de la souveraineté dirigé par la GRC dans l'Arctique et prévu dans le secteur Beaufort à l'été 2009.

Cela dit, le programme de patrouille présente une lacune notable : le manque de ressources, constate le surint. St. Germaine. « Nous disposons de navires, mais pas d'une section EIIF. Pour doter les navires, nous avons compté jusqu'ici sur des volontaires des détachements. » Le surintendant espère que l'exercice à venir mettra en lumière la nécessité d'une section permanente de l'EIIF dans les Territoires du Nord-Ouest.

En prévision de l'avenir

Du point de vue de la GRC, la plus grande menace qui plane sur la sécurité dans l'Arctique canadien à l'heure actuelle serait le manque de renseignements sur les vulnérabilités et risques réels – à court et à long terme. L'insp. Bazin est conscient de cette lacune plus particulièrement en ce qui concerne le port de Churchill, et il n'est pas le seul.

« Nous ne disposons d'aucune capacité de collecte de renseignements au Nunavut, souligne le surint. Wheadon, qui mise sur une analyse de rentabilisation nationale pour obtenir l'affectation de 30 nouveaux membres des renseignements criminels dans les divisions du Nord de la GRC. Ces effectifs supplémentaires seraient également d'une assistance pour le programme national de sécurité maritime et portuaire, qui nécessite des renseignements de base pour pouvoir élaborer un programme adapté à l'Arctique.

D'ici là, c'est à la poignée d'agents détachés à la frontière du Nord d'assurer l'intérim.

« Il s'agit pour nous de rester au fait des activités, et d'adopter autant que possible une approche préventive », explique le surint. St. Germaine. ■

Des diamants pas nécessairement éternels

Le Canada est le troisième producteur de diamants au monde en valeur, et ses diamants sont réputés pour leur haute qualité de gemme.

Tous ces éléments font du secteur diamantaire canadien une cible potentielle pour l'infiltration de criminels, et le secteur de la taille établi à Yellowknife (T.N.-O.) y est particulièrement vulnérable.

« À l'origine, il n'y avait pas de tailleurs de diamants au pays, explique le serg. Darrell Robertson, qui a été affecté trois ans au Service de protection de l'industrie du diamant à la GRC, à Yellowknife. La plupart des tailleurs étaient originaires d'outre-mer, plus particulièrement des pays d'Europe de l'Est, reconnus pour leur industrie établie de taille – et aussi pour leurs organisations criminelles.

En 2001, le serg. Robertson et ses collègues ont lancé une initiative visant à sensibiliser le personnel des mines et les agences gouvernementales de recrutement au moyen d'évaluer les candidats étrangers. C'était une initiative opportune, car le boom diamantaire a attiré des gens de quelque 64 pays à Yellowknife entre 2002 et 2003.

Le Service compte désormais un agent, assisté de groupes spécialisés au besoin. Mais le travail de prévention demeure essentiel à l'intégrité à long terme de l'industrie, explique le cap. Scott MacPherson, coordonnateur du programme au deuxième semestre de 2008. Ce dernier a travaillé avec neuf intervenants du secteur minier en vue d'élaborer une politique divisionnaire à la GRC sur l'échange de renseignements et sur la protection des cargaisons de diamants qui doivent être détournées en raison de la température ou d'autres impondérables.

Si tous les segments du pipeline du diamant sont vulnérables, le risque de vol opportuniste est cependant moins élevé sur la propriété des mines en tant que telle.

« Les mines sont très isolées, précise le cap. Kelly Ross, responsable du programme de protection de l'industrie du diamant de la GRC en Alberta. La plupart des sites d'exploitation ne sont accessibles que par avion, et les dispositions de sécurité au sol sont de tout premier ordre. »

— Caroline Ross

Services de police dans les collectivités isolées

À vous de jouer!

Par Caroline Ross

Voyager pendant deux heures en bateau pour répondre à un appel la nuit, guidé seulement par un GPS et un radar. Effrayer les ours dans la rue ou dans des cours d'école. Arriver au détachement pendant une tempête et s'apercevoir que la fournaise a explosé et que tout est couvert de suie.

Telle est la réalité des agents de la GRC en service dans l'un des 268 postes isolés du Canada. Selon la définition du Conseil du Trésor, il s'agit de collectivités qui présentent des défis uniques en raison de leur petite taille, du climat difficile, et de leur accès limité pour les transporteurs commerciaux et du nombre restreint de routes praticables en tout temps.

Le travail dans les collectivités isolées ne convient pas à tous, mais ceux qui l'aiment demeurent souvent en poste beaucoup plus longtemps que les deux ou trois ans de service requis. Ce travail comporte son lot de défis, mais il offre aussi des avantages uniques, dont un sentiment d'accomplissement personnel difficile à obtenir ailleurs.

Le cap. Doug Schiffner, en relève à Coral Harbour (Nunavut), examine les réparations qu'il a effectuées avec l'aide du cap. Shaun Haubrick et d'un résident à l'égout du détachement qui a éclaté. Pour ce faire, le trio s'est servi de plastique, de ruban adhésif en toiles et d'une bonne dose d'ingéniosité.

Caroline Ross

Où voulez-vous aller?

La GRC est la force policière responsable dans environ 200 postes isolés au Canada. Tous les détachements situés au nord du 60e parallèle se trouvent dans des postes isolés, de même que plusieurs détachements des régions nordiques ou côtières des 10 provinces canadiennes.

Il n'est pas facile de fournir des services de police de qualité dans une collectivité située à des centaines de kilomètres d'un carrefour de services. Par exemple, on ne peut accéder à Bella Bella (C.-B.) et à Island Lake (Manitoba) — deux collectivités insulaires — que par avion ou par bateau et le seul moyen de répondre à des appels sur les îles voisines est par bateau (ou en empruntant les routes de glace en hiver à Island Lake).

Les postes de ce type comptent sur le Service de l'air de la GRC pour le transport des prisonniers, les comparutions devant les tribunaux, le remplacement des ordinateurs défectueux, la prestation de services de relève, etc. Tous ces déplacements dépendent évidemment des conditions météorologiques. En cas de forts vents, d'eaux tumultueuses ou de tempêtes de neige, personne ne va nulle part.

« Je crois que l'infrastructure est notre plus grand défi », affirme le cap. Shaun Haubrick de Coral Harbour (Nunavut), un petit village de 850 personnes dans la toundra arctique. « Notre garage vieillit, certaines de nos motoneiges ne fonctionnent plus, il faut remplacer une fournaise et nous avons constamment des problèmes avec l'eau ou les égouts. Ces problèmes accaparent une grande partie de mon temps de travail. »

Il est difficile de faire venir du personnel administratif, des sténographes, des concierges et des gardes de cellule; les agents doivent souvent occuper ces fonctions eux-mêmes.

> **« Je crois que l'infrastructure est notre plus grand défi. »**
>
> *le cap. Shaun Haubrick*

Il est aussi difficile de pourvoir les postes isolés en personnel, affirme le surint. pr. Marty Cheliak, commandant de la GRC au Nunavut. « Les ressources humaines représentent mon plus grand défi. Il y a 25 détachements, tous accessibles par avion, pas de route et un seul avion de la GRC basé à Iqaluit. Il y a actuellement plus de 35 vacances (sur 138 emplois) et chaque mois entre 14 et 18 membres de l'extérieur viennent en relève. »

« Même les postes isolés du Sud éprouvent les mêmes problèmes de dotation, déclare le cap. Dion House, chef du Détachement de Manning (Alberta) qui compte trois personnes et qui est situé à cinq heures et demie de route au nord d'Edmonton. « Il y a maintenant tellement de vacances dans les détachements urbains de la GRC que les agents ne sont guère incités à se porter volontaires pour travailler dans des postes isolés », affirme-t-il.

« Sur le plan carrière, avec l'expérience adéquate, vous pouvez obtenir la promotion voulue n'importe où au Canada, souligne House. Les gens ne veulent pas venir à Manning et dépenser 700 $ par mois pour louer un logement de l'État. Il s'agit presque d'un versement hypothécaire. »

Il est également difficile de retenir les officiers supérieurs dans des endroits éloignés, poursuit House. Il a travaillé dans le nord de l'Alberta pendant 12 ans, mais il déclare que Manning sera sa dernière affectation à un poste isolé parce que ses enfants vieillissent. « Je vais passer une année ici et après je retournerai dans une ville-centre afin de permettre à mes enfants de participer à des programmes extérieurs et d'aller au collège et à l'université. »

Des recrues potentielles peuvent aussi être rebutées par certaines idées fausses selon lesquelles les postes isolés sont plus violents qu'ailleurs, déclare le gend. Kyle

Ushock. Avant d'être affecté à Bella Bella, on a averti Ushock d'être prêt à intervenir dans une bagarre tous les soirs. « Ce n'était pas du tout comme ça. La collectivité est formidable et elle nous appuie grandement. »

Le meilleur endroit où vivre!

Qu'est-ce qui incite donc les agents de la GRC à vouloir travailler dans des postes isolés? Le désir de liberté, d'indépendance et d'aventure est grand pour beaucoup d'agents, mais il y a plus.

« Les membres de ces détachements répondent à tous les appels, des chiens qui jappent aux homicides, déclare House en Alberta. Ils en retirent une grande expérience et leurs connaissances et leur niveau de confiance sont plus grands que ceux des agents qui demeurent dans les villes. Les commandants manquent de membres dans le Nord, mais ils ont de la difficulté à nous faire revenir lorsque notre période est échue. »

Au-delà de la variété de fonctions policières, les agents affectés à des postes isolés peuvent acquérir des compétences spécialisées dans les domaines de la navigation maritime, de la survie en forêt ou de la gestion de la faune.

Les agents conviennent qu'une petite collectivité est un bon endroit pour élever une famille. Comme les trajets quotidiens prennent rarement plus de deux minutes, il reste beaucoup de temps à passer avec les enfants. Il est même possible de combiner le temps en famille avec le travail, selon Haubrick, qui effectue parfois des promenades proactives dans la collectivité de Coral Harbour en tirant ses enfants dans un traîneau.

Pour certains agents, un séjour dans un poste isolé peut être judicieux sur le plan financier. Ils vivent loin des tentations commerciales de la ville, dans un logement subventionné par l'État, et ils reçoivent une indemnité normalisée de poste éloigné en raison du coût de la vie plus élevé.

« C'est un bon moyen d'épargner, affirme le gend. Jeff Henderson de Baker Lake (Nunavut). Ma femme et moi avons remboursé un prêt étudiant et le coût de notre mariage en une année. »

Pour beaucoup d'agents, les relations personnelles qu'ils développent dans les collectivités isolées sont leur plus grande récompense. Les policiers et les résidents s'appellent souvent par leur prénom et les agents participent régulièrement aux événements locaux comme les tournois de pêche, les compétitions sportives et les défilés communautaires. Les agents sont souvent les premières personnes à qui les résidents demandent de l'aide, que ce soit pour un transport à l'hôpital ou pour pelleter la neige après une tempête.

« Nous n'enquêtons pas seulement sur des crimes, nous faisons réellement partie de la collectivité, déclare le cap. Ben Sewell de Beaver Creek (Yukon). Nous sentons que nous apportons une contribution à ces collectivités parce qu'elles sont petites. »

> « Nous n'enquêtons pas seulement sur des crimes, nous faisons réellement partie de la collectivité. »
>
> *le cap. Ben Sewell*

On récolte ce que l'on sème

Les partenariats communautaires positifs sont essentiels à la réussite des services de police dans les postes isolés. Sans ces relations, le simple fait d'entrer dans une école pour parler des drogues pourrait être impossible.

Les agents affectés à des postes isolés connaissent très bien le dicton « On récolte ce que l'on sème ». À Bella Bella, les agents participent à un camp annuel, dirigé par une société à but non lucratif, qui est axé sur la justice réparatrice pour les jeunes à risque élevé. À Natuashish (Labrador), le détachement, qui a élaboré un programme d'orientation culturelle liant les nouveaux agents aux aînés innus, ajoute les commentaires de la collectivité à son plan annuel de rendement. À Cape Dorset (Nunavut), le détachement offre de l'information et du soutien au comité de sensibilisation à l'alcoolisme qui supervise les réserves d'alcool du hameau.

Le serg. Ren Osmond

Des rencontres bimensuelles avec des aînés innu locaux aident les membres du détachement à s'intégrer à la culture unique de leur collectivité, affirme le serg. Ren Osmond (centre) de Natuashish (Labrador). Le gend. Stephen Soper (gauche) coordonne le programme.

« Nous sommes un petit rouage dans une grande machine », déclare le serg. Ren Osmond de Natuashish. Ce sont les initiatives entre la police et la collectivité qui ont le plus d'incidence. »

Le système n'est cependant pas parfait. Les agents affectés à une collectivité pendant deux ou trois ans ne peuvent pas assurer la continuité des programmes policiers, affirme Mavis Windsor, directrice du développement social à Bella Bella. La situation est encore plus difficile lorsque plusieurs agents partent en même temps.

Les agents prêts à s'immerger dans la collectivité peuvent cependant contribuer grandement à changer les choses, affirme Windsor. Une idée que partage Henderson au Nunavut.

« Sentez-vous chez vous dans la collectivité, déclare-t-il. C'est à vous de jouer. » ■

Quels sont les plus grands défis des policiers en région éloignée?

Les spécialistes

Le gend. George Cook, Détachement d'Old Crow, Yukon
La cap. Wendy Martin, Détachement de Cartwright, Labrador
Le surint. Andrew Boland, Ressources humaines de la Région du Nord-Ouest, GRC

Le gend. George Cook

Les policiers en milieu éloigné font face à des défis qui ressemblent, pour la plupart, à ceux auxquels les policiers des grandes villes canadiennes sont confrontés. Comme dans tous les services de police au pays, ils doivent composer avec des pénuries de main-d'ouvre et des restrictions budgétaires, et interviennent en cas de querelle conjugale, de conduite en état d'ébriété, d'introduction par effraction, de voies de fait ou de crimes plus graves.

Mais travailler en milieu éloigné présente également des défis particuliers. Les détachements de trois membres comme le mien sont chose courante dans le Nord, et bien souvent, il n'y a que deux membres disponibles, le troisième devant s'absenter pour suivre une formation, prendre des vacances ou se rendre chez le médecin ou au tribunal. Nos services étant indispensables, on peut passer des mois sans prendre congé ou presque : soit que l'on travaille, soit que l'on est en disponibilité.

Que nous soyons à promener notre chien ou au bureau de poste, les gens nous arrêtent pour nous parler. On nous téléphone à la maison pour signaler des crimes, et les gens en probation choisissent de se présenter à notre domicile. Nous demeurons donc en service 24 h sur 24.

L'Agence des services frontaliers du Canada, les Services à l'enfance et à la famille et le bureau du shérif du Yukon n'offrent aucun service dans mon secteur. Nous sommes donc souvent appelés à accomplir des tâches exécutées habituellement par ces organismes, comme autoriser l'entrée au pays de citoyens américains à l'aéroport municipal.

Il n'est pas évident de travailler lorsque nous ne sommes que deux policiers disponibles et que les renforts sont à trois heures de vol. On travaille seuls, et le deuxième membre demeure disponible en cas de besoin. Il est souvent impossible d'intervenir seul, que ce soit pour des raisons de sécurité ou parce qu'il faut mener une enquête à plusieurs endroits ou répondre à plus d'un appel en même temps. À ce moment-là, les membres demandent l'aide de leurs parents et de leurs amis. Ma conjointe a eu à garder la prison pour que je puisse me rendre à un domicile. Elle est restée au poste en compagnie de notre fille de deux ans jusqu'à mon retour.

Et il y a les défis personnels aussi : les membres et leur famille souffrent du manque de services, d'activités de loisir et de magasins. Par exemple, il faut commander ses provisions d'un supermarché situé dans une autre ville puis s'organiser pour les faire livrer par avion. De plus, l'on se retrouve loin de sa famille et de ses amis, et il coûte plus cher de vivre loin d'un grand centre.

Malgré tout, l'expérience en vaut la peine. J'ai vécu dans des endroits que bien peu de gens ont vus, et les gens extraordinaires que j'y ai rencontrés, je ne suis pas près de les oublier.

La cap. Wendy Martin

De par la nature de leur travail, les policiers sont régulièrement confrontés à divers défis. Malgré le manque de ressources humaines et d'équipement, les contraintes budgétaires et l'accès restreint à des équipes spécialisées, on doit notamment intervenir rapidement et accepter d'être en disponibilité.

Mais dans le Nord et en région éloignée, les policiers sont appelés à relever des défis hors de l'ordinaire. Bien des collectivités ne sont accessibles qu'en bateau, en motoneige ou en Twin Otter. On met plus de temps à intervenir lorsque l'on doit parcourir 100 kilomètres en motoneige à des températures de moins 40 ^{o}C. Et le nombre d'appels en région éloignée varie selon la distance à parcourir. Si l'on ne peut intervenir immédiatement, les citoyens choisiront bien souvent de lutter eux-mêmes contre les crimes graves ou violents.

Le plus difficile, c'est de trouver des personnes à qui ce type d'emploi convient. La GRC cherche des membres qui peuvent travailler et exceller en milieu éloigné. Mais ce n'est pas toujours évident de trouver des gens qui sont prêts à vivre deux, trois ou quatre ans sans clinique médicale, installations récréatives, supermarchés ou routes asphaltées. Compte tenu de la rémunération actuelle, bien des membres sont d'avis que le jeu n'en vaut pas la chandelle. Mais il y

« **Le plus difficile, c'est de trouver des personnes à qui ce type d'emploi convient.** »

la cap. Wendy Martin

Le cap. Ben Sewell

en a tout de même qui sont prêts à servir ces collectivités.

Pour ce qui est de l'équipement, j'ai vite appris à me passer de certaines choses. Ce n'est pas tout d'avoir le budget requis pour acquérir l'équipement — il faut voir si le produit est disponible, si on peut nous le livrer et si on a ce qu'il faut pour en faire l'entretien. Par chance, dans les collectivités éloignées, on trouve des gens compétents dans divers domaines qui n'hésitent pas à nous prêter main-forte.

Il y a aussi la question de la disponibilité. Lorsque deux policiers doivent être disponibles jour et nuit, on n'est pas aussi libre de prendre des congés, de subir une intervention médicale non urgente et de suivre une formation. Il demeure difficile de concilier les besoins opérationnels, les finances et la sécurité des policiers avec la qualité de vie et le bien-être des membres. Il faudra accroître considérablement les ressources humaines et le budget alloués à ces petites collectivités pour rémunérer suffisamment les membres qui y travaillent et améliorer leur qualité de vie.

Je ne m'étais pas rendu compte avant de l'importance d'avoir directement accès à des services spécialisés comme ceux d'experts en identité judiciaire ou de chiens de police. Ce genre de services n'existe pas habituellement en région éloignée. Il faut souvent trouver des façons de conserver les preuves ou les expédier aux services dans les grands centres.

J'ai connu quelques-uns des moments les plus forts de ma carrière de policière au Labrador. Malgré tous ces défis, c'est une expérience que je n'hésite pas à recommander.

Le surint. Andrew Boland

Pour les responsables du recrutement et des affectations, trouver les policiers aptes à travailler efficacement en région éloignée est un défi de taille. Dans une petite ville, les policiers sont appelés à jouer un rôle important qui s'étend au-delà du maintien de l'ordre. Ils font partie intégrante de la collectivité. Il est essentiel d'y affecter des policiers à la hauteur du défi et de s'assurer que leurs familles sont prêtes pour la vie en région éloignée, puisque celles-ci offriront un appui indispensable. La plupart des petites collectivités ne comptent que quelques policiers, et leurs familles, par extension, font donc partie du réseau de police.

Dans les petites collectivités éloignées, les policiers doivent pouvoir travailler de façon autonome et faire preuve de beaucoup d'ingéniosité. Il y a habituellement peu de services — peut-être un magasin et une école mais aucune banque et aucun cinéma — et les ressources policières sur place sont rares. Les policiers doivent faire preuve de créativité et de débrouillardise car ils n'ont pas toujours accès à des services comme ceux de l'identité judiciaire. Ils doivent aussi posséder beaucoup d'entregent car ils comptent fortement sur l'aide des citoyens pour accomplir leurs tâches quotidiennes. Par exemple, un enseignant à l'école du village peut être le seul juge de paix de la place et il peut n'y avoir qu'un seul mécanicien en ville pour faire l'entretien des voitures de police.

Le personnel des ressources humaines est toujours à la recherche de gens à qui le travail en milieu éloigné convient. Souvent, ce sont les conseillers en renouvellement et en perfectionnement professionnel qui font remarquer aux policiers qu'ils ont les qualités et les compétences requises pour exceller en milieu éloigné. Le personnel responsable des affectations peut trouver les bons candidats en consultant les superviseurs et les gestionnaires de première ligne et en apprenant à connaître les membres de leur service de police.

Il faut également s'assurer que les policiers qui cherchent ce type d'affectation le font pour les bonnes raisons. Une affectation de deux ans semblera très longue si on l'accepte pour des raisons personnelles comme l'argent. Les membres doivent s'y trouver par choix pour servir les gens de la collectivité, acquérir une précieuse expérience et s'illustrer à titre de chef de file dans la collectivité.

Les dirigeants devraient inciter les policiers à relever ce défi. Il s'agit d'une expérience professionnelle enrichissante qui demeurera toujours source de satisfaction pour le membre car la marque qu'il laissera en région éloignée ne sera jamais oubliée par la collectivité. ■

Le renfort dans les petits détachements

Une question de souplesse

par Caroline Ross

Assurer un renfort adéquat dans les petits détachements constitue tout un défi, mais ce n'est pas une mission impossible, si on en juge d'après l'expérience vécue un peu partout à la GRC.

En décembre 2007, la GRC a annoncé l'adoption d'une nouvelle politique de renfort qui exige l'intervention d'au moins deux membres dans les cas de violence, de violence anticipée, de conflits de ménage, ou des cas mettant en cause des armes, le risque que des armes soient en cause, une personne qui pose une menace pour elle-même ou les autres, ou des cas nécessitant un déplacement dans un secteur où les communications sont inadéquates.

La politique est conforme aux exigences de la GRC en matière de santé et de sécurité professionnelle en vertu du *Code canadien du travail*, et respecte les principes établis de longue date à la Gendarmerie en matière de renfort. Mais les chefs de petits détachements doivent néanmoins faire face à des défis sur le plan pratique : avoir deux membres en disponibilité en permanence n'est pas évident quand leur effectif compte moins de 10 membres et qu'il est impossible de maintenir un quart de 24 heures.

Qui assure votre renfort? Un membre demande du renfort au détachement au cours d'une intervention au Nunavut.

GRC

« Plus notre détachement est petit, plus les répercussions sont grandes », explique Gord Dalziel, représentant des relations fonctionnelles de la GRC en Colombie-Britannique.

Bien sûr, une solution possible est d'accroître le nombre de membres dans les petits détachements, mais ce n'est pas toujours viable compte tenu des budgets de police des provinces, des territoires et des municipalités.

Heureusement, les chefs de petits détachements savent déployer des trésors d'ingéniosité.

« La GRC se veut une organisation polyvalente, sur les plans des mandats, de l'environnement de travail, de la logistique et de la législation, précise l'insp. Troy Lightfoot, off. resp. des Programmes opérationnels. Les chefs et commandants d'un océan à l'autre ont élaboré toute une gamme de modalités de renfort, toutes aussi efficaces les unes que les autres, suivant le contexte. »

Ainsi, le Nunavut a mis sur pied un groupe de relève qui détache des membres à l'un ou l'autre des 25 petits détachements accessibles seulement par avion, lorsque les membres réguliers s'absentent pour des vacances, la formation ou une comparution en cour. La Saskatchewan, pour sa part, envisage des options pour modifier et fusionner des zones de service le long du réseau de longues routes planes.

D'autres régions comblent les besoins de renfort par des programmes de gendarmes communautaires, des contrats avec les partenaires municipaux, voire une stratégie de pivotage consistant à déployer des ressources centralisées à des détachements satellites.

Mais que se passe-t-il quand vous êtes à la tête d'un détachement de deux membres et qu'aucune de ces options n'est viable? Votre seul choix est de mettre les deux membres en disponibilité permanente pour la durée de leur affectation.

« Je suis en disponibilité 24 heures sur 24, explique le cap. Ben Sewell, chef du détachement de deux personnes à Beaver Creek (Yukon). Je ne peux pas partir en randonnée avec ma famille, je ne peux même pas prendre une bière au souper, parce que je demeure en disponibilité. »

Cette option exige une grande part de sacrifice personnel, ce qui remet en cause le bien-être des membres à long terme.

Le gend. Mike Simpson retrace le stress mental, physique et émotionnel que lui et son partenaire ont vécu durant une période particulièrement occupée à Igloolik (Nunavut).

« Ces trois semaines ont été les plus occupées de ma carrière, précise le gend. Simpson. Mon partenaire a été en congé de stress quelques mois plus tard, et je suis passé à deux doigts de l'épuisement professionnel. J'étais très fatigué sur tous les plans. »

Dans de tels cas, il incombe au gestionnaire supérieur de vérifier périodiquement auprès des membres de première ligne pour s'assurer que les exigences de renfort ne compromettent pas la sécurité des policiers, ni celle du public.

« Il s'agit de se rendre sur place, ou de prendre le téléphone pour s'assurer que les gens vont bien, souligne le surint. pr. Marty Cheliak, commandant du Nuvavut. Ce dernier visite chacun des 15 détachements de deux membres du territoire au moins deux fois par année et maintient les sergents d'état-major supérieurs en disponibilité pour soutenir les membres de première ligne en tout temps, peu importe les circonstances.

« La majorité des gestionnaires sont très conscients de la nécessité de trouver le juste équilibre entre ménager les coûts de ressources et assurer la sécurité des membres et du public », déclare l'insp. Lightfoot, qui dirigeait auparavant un petit détachement isolé dans le nord du Labrador. « C'est un exercice d'équilibre, et nous nous en tirons assez bien merci. Ce n'est pas parfait, mais nous parvenons à maintenir la sécurité de nos membres et du public. » ■

Sachs Harbour

Le gendarme Todd Midgett n'est pas parti seul pour sa deuxième affectation. Son épouse Tammy Olivier est allée le rejoindre dans le Grand Nord. Voici le compte rendu des huit premiers mois de sa vie dans le petit hameau de Sachs Harbour, dans les Territoires du Nord-Ouest.

Le gend. Todd Midgett

Sachs Harbour (T.N.- O.)

Août 2008
Un été à Sachs Harbour
Des journées fraîches et du soleil
24 heures sur 24

Je n'avais jamais eu à régler une note d'épicerie de 9 000 $ ni à acheter toute une caisse de bouteilles de ketchup. Mais c'est la vie lorsqu'on vous livre des provisions une fois par année.

J'ai habité dans plusieurs petites villes, mais jamais dans un village de 120 habitants comme celui de Sachs Harbour. Je ne savais pas du tout à quoi m'attendre à notre arrivée, mais je savais qu'il n'y aurait pas de Starbucks à quelques pas de chez moi.

Arriver au printemps est sans contredit un plus : les longues heures de clarté nous permettent de découvrir ce petit village nordique. Ça n'a pas été évident de s'habituer au fait que le soleil ne se couche pas, mais comme pour tout le reste, on s'adapte. Le printemps a été clément et relativement frais, la température s'élevant en moyenne à 5 °C.

C'est fantastique de vivre à proximité de l'eau et quelle belle vue de la mer nous avons de notre salon. Ça me plaît de pouvoir me rendre partout à pied (nous sommes à trois minutes du bureau de poste et du magasin général), et le chien, lui, est enchanté de m'avoir à la maison.

Les gens sont d'approche facile ici. Je me suis liée d'amitié avec Joey, un homme de la place âgé d'une soixantaine d'années. Il est le président du conseil d'Arctic Co-operatives Ltd., un magasin communautaire, il saisit mon sens de l'humour et m'aide à m'adapter à ma nouvelle vie.

Je corresponds par Internet avec tous mes proches en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Tous sont fascinés par notre aventure.

Jusqu'à présent, j'aime vraiment ça ici. Je peux vivre sans sorties au resto, au centre commercial ou au cinéma. Avec un peu d'imagination, le magasin général devient le West Edmonton Mall, et la soucoupe et le maïs soufflé maison nous offrent l'illusion d'une soirée cinéma.

Janvier 2009
Les longues nuits des mois d'hiver
Nouveaux défis, nouvelles possibilités

Notre énorme commande d'épicerie est arrivée en barge en août, avec trois semaines de retard. Nous avons vite fait d'apprendre une de nos premières leçons de vie nordique : en commandant une année de provisions en mai, on voit vite arriver les dates de péremption. Lorsque nous avons reçu nos deux palettes, les dates de validité de plus de la moitié de notre commande étaient dépassées. Nous buvons du jus en quantité industrielle avant d'avoir à le jeter.

Nous sommes allés refaire le plein de vitamine D au Mexique en décembre. Quel beau voyage! Même s'il s'agit du mois le plus long et le plus sombre, ce n'était pas le mois ténébreux auquel on s'attendait. Jusqu'à la mi-janvier, nous avons eu droit à une lueur crépusculaire vers midi pendant quelques heures, après quoi le soleil réussissait à se poindre à l'horizon, un pur plaisir dans l'Arctique. On nous dit que les prochains mois seront les vrais mois d'hiver. Mars est le mois des blizzards et les températures ressenties avec le vent chuteront dans les moins 50 °C.

À ma grande surprise, le marché de l'emploi de Sachs Harbour est très prospère. Je prévoyais être sans emploi pendant deux ans, mais déjà à l'été, je travaillais quatre heures par semaine au bureau de poste. Cet emploi m'a permis de faire la connaissance des villageois et de m'intégrer à la collectivité. Je remplace maintenant une enseignante d'un groupe d'élèves de la 1ère à la 3e année qui s'est fracturé une jambe en octobre. J'espère que les élèves en apprendront plus de moi que j'en apprendrai d'eux, mais pour l'instant, c'est kif-kif!

Le prochain défi de taille qui nous attend dans l'Arctique? Planifier la naissance de notre premier enfant prévue pour le mois de juillet. Combien de couches faudra-t-il commander pour l'année?

J'ai peine à croire que nous vivons à Sachs depuis plus de huit mois déjà. J'étais découragée à l'idée d'y vivre pendant deux ans, mais après y avoir vécu pendant près d'un an, je vois que le temps file. Et qui sait, il est possible que je m'ennuie d'ici après notre départ.

— Tammy Olivier

Les défis et les avantages du travail de relève

Le gend. Todd Scaplen

Deux cairns marquent l'entrée de la collectivité d'Ulukhaktok (Territoires du Nord-Ouest).

Par le gend. Todd Scaplen
Détachement de Yellowknife
de la GRC

Après avoir passé les trois premières années de ma carrière dans la petite collectivité de Behchoko dans les Territoires du Nord-Ouest (Division G de la GRC), je savais ce qui m'attendait en arrivant à la Section de la relève (SR) de la Division G. J'ai passé les deux années suivantes sur la route, vivant dans des petits détachements isolés dans le Nord.

Établie à Inuvik, la SR est composée de cinq membres qui assurent la relève dans les détachements de deux membres des Territoires du Nord-Ouest lorsqu'un des membres prend des vacances, assiste à une formation ou est en déplacement pour toute autre raison. La SR s'assure que les membres ne travaillent jamais seuls et veille à combler le manque de personnel et le besoin de soutien additionnel dans les collectivités.

Lorsque je suis entré à la SR en 2006, il y avait cinq détachements de deux membres dans la Division G : Lutselk'e, sur le bras est du Grand lac des Esclaves; Wha Ti, au nord-ouest de Yellowknife; Tulita, à la jonction de la rivière Great Bear et du fleuve Mackenzie; Paulatuk, sur la côte nord, et Ulukhaktok, sur la côte ouest de l'île Victoria. En 2008, un sixième détachement de deux membres a été établi à Sachs Harbour sur l'île Banks. J'ai eu l'occasion de travailler dans toutes ces collectivités, chacune ayant des qualités et des avantages particuliers.

Il y a cependant des inconvénients à faire partir de la SR. Au départ, il faut savoir que travailler dans des détachements différents pendant une semaine ou un mois exige que vous vous absentiez pendant de longues périodes. En deux ans, je n'ai passé que 35 jours chez moi à Inuvik.

Je voyageais avec un sac de hockey et un fourre-tout en plastique robuste dans lequel je mettais tout ce dont je croyais avoir besoin, mais il m'arrivait souvent d'emprunter des articles à d'autres mem-

La vie dans le Nord

Maintien de l'ordre, collectivité et culture

La culture unique et les langues du Nord font qu'il peut être particulièrement difficile de travailler en milieu isolé. Mais selon la cap. Yvonne Niego de la GRC, une Inuite qui a grandi et travaillé dans la collectivité de Baker Lake, au Nunavut, il s'agit aussi d'une expérience enrichissante. Son article traite de l'importance de nouer des liens avec la collectivité et des défis auxquels elle a fait face en quittant le Nord pour venir travailler dans une ville plus au sud.

Établir une bonne relation avec la collectivité constitue l'un des premiers défis auxquels sera confronté un policier affecté en région éloignée; en effet, qu'il soit en uniforme ou non, ce dernier sera toujours vu comme étant en service.

Il est important d'apprendre à connaître les membres de la collectivité car après tout, ils sont bien souvent les seuls renforts sur lesquels les deux ou trois policiers d'un détachement peuvent compter.

On doit donner aux citoyens la chance d'apprendre à nous connaître. Leur vécu et leur façon de voir le monde sont susceptibles d'être différents des nôtres, donc il faut s'investir un peu plus pour communiquer avec eux. Un policier qui s'intègre à la collectivité sera plus efficace car les gens n'hésiteront pas à l'aider. Et d'un point de vue personnel, les liens qu'il forgera et les expériences qu'il vivra le suivront toute sa vie durant.

En région éloignée, le volume de travail varie et l'on n'est pas directement encadré par un quartier général divisionnaire mais l'on a l'occasion de perfectionner ses aptitudes pour le maintien de l'ordre et la gestion, tout en établissant des relations solides avec les membres de la collectivité.

Dans le Nord, où les longs mois d'hiver sombres peuvent avoir un effet néfaste sur le corps, l'âme et l'esprit, il est très important de socialiser, même si on a rien de nouveau à raconter. Selon moi,

Le gend. Todd Scaplen

La ville de Paulatuk (Territoires du Nord-Ouest) en janvier.

bres de la GRC, à des enseignants, à des infirmiers ou à d'autres membres de la collectivité. Pour moi, mon ordinateur, mon appareil photo et mon attirail de pêche étaient des articles essentiels.

À votre arrivée dans une collectivité, les membres locaux de la GRC vous décrivent la ville, notamment les maisons à problèmes et les personnes à surveiller. Certaines collectivités comptent 150 habitants, d'autres 800. Par conséquent, vous ne connaîtrez peut-être pas les résidants immédiatement, mais eux savent toujours qui est le nouveau « flic ».

Dans ces petites collectivités du Nord, de nombreuses maisons n'ont pas de numéros, ce qui rend difficile la recherche d'une adresse particulière. Il faut souvent se fier aux membres de la collectivité qui se promènent afin d'apprendre où tout le monde vit.

Les détachements des petites collectivités ne reçoivent pas autant d'appels que ceux des grandes. Il faut parfois du temps pour s'y habituer, mais il y a toujours à faire, comme aider une personne à obtenir des pièces d'identité en vue d'un voyage pour des raisons médicales, aider quelqu'un à transporter un gros paquet de l'aéroport ou reconduire un aîné de l'épicerie à la maison. Les membres de la GRC ne sont pas perçus que comme de simples policiers. La clé est de vous engager dans la collectivité, ce qui vous tient occupé et témoigne de votre intérêt envers les résidants et leur culture.

L'alcool est un problème majeur dans les collectivités, particulièrement après l'arrivée d'une livraison importante par avion. C'est frustrant de voir les caisses d'alcool sortir de l'avion et de ne pouvoir rien faire. Toutefois, durant mes derniers mois à la SR, certaines collectivités ont voté pour limiter la quantité d'alcool que chaque résidant peut obtenir en une commande, ce qui semble avoir aidé. Les policiers ont ainsi un peu plus de pouvoirs pour empêcher la livraison de grandes quantités d'alcool dans les villes.

En tant que membre de relève, je me suis occupé de disputes conjugales, de personnes suicidaires, d'agressions sexuelles, de voies de fait graves, de méfaits et de nombreuses autres infractions aux lois territoriales et au *Code criminel*, la plupart liées à l'abus d'alcool ou d'autres drogues. Il faut être prudent, car on trouve dans toutes les maisons des armes à feu pour la chasse dont l'entreposage n'est pas toujours sécuritaire. Heureusement, je ne me suis jamais retrouvé dans une situation que je qualifierais d'extrêmement dangereuse.

Malgré les nombreux défis, mon travail de relève fut une expérience très enrichissante et une occasion formidable de découvrir le Nord. J'ai vécu des moments inoubliables, comme de voir un bébé boeuf musqué s'approcher de moi après avoir été séparé de sa mère ou un grizzly jouer avec un renard et de pêcher sur la glace accompagné d'un aîné local.

Finalement, chaque seconde en a valu la peine. J'ai rencontré des gens extraordinaires, j'ai vu des paysages et des animaux sauvages spectaculaires et j'étais payé pour le faire. ■

il ne faut pas hésiter à s'engager, à échanger et à s'intégrer.

J'ai quitté le Nunavut pour m'établir à Ottawa il y a trois ans, et j'avoue avoir eu de la difficulté à m'adapter à la vie urbaine et à la culture du sud. Et comme bien des gens, j'ai peine à m'habituer au long trajet que je dois parcourir pour me rendre au bureau.

Dans le Nord, je pouvais passer chercher mes enfants à l'école pour qu'ils viennent dîner avec moi à la maison et parfois, j'avais même le temps de faire la vaisselle après le repas. En soirée, nous disposions d'amplement de temps pour aller rendre visite aux aînés de la collectivité.

Le rythme de vie, qui est désormais plus rapide dans le Sud, s'accélère aussi dans le Nord. On se retrouve avec d'énormes écarts entre les générations.

Dans le Nord, la plupart des jeunes parlent anglais uniquement et ne peuvent pas communiquer avec leurs grands-parents ou les aînés. Bien des jeunes demandent aux policiers de devenir entraîneurs sportifs et d'organiser des activités parascolaires. Et il n'y a rien de plus satisfaisant que de voir les jeunes que vous avez entraînés s'illustrer à titre de leader dans leur collectivité.

— la cap. Yvonne Niego

Le maintien de l'ordre dans les régions rurales et éloignées de l'Ontario

De la culture de marihuana aux camps de vacances, ce ne sont pas les défis qui manquent

Par l'insp. Mark Allen
Directeur de la Section de prévention du crime
Police provinciale de l'Ontario

Les policiers qui travaillent dans les collectivités rurales et éloignées de l'Ontario font face à de nombreuses difficultés.

La Police provinciale de l'Ontario (OPP) est l'un des plus grands services de police en Amérique du Nord. L'OPP, qui compte 5 600 policiers en uniforme, 2 000 membres civils et 853 membres auxiliaires, fournit des services policiers de première ligne à 315 municipalités en Ontario par l'entremise de 165 détachements, cinq quartiers généraux régionaux et un quartier général divisionnaire. Le territoire de l'OPP comprend une superficie terrestre de 922 752 km2 et des étendues d'eau dont la superficie totalise 110 398 km2.

Les détachements de l'OPP situés en région éloignée sont répartis comme suit : près de 20 % sont en banlieue ou voient à la circulation routière; 50 % sont situés en milieu rural dans l'Ouest, le Sud et l'Est de l'Ontario; et 30 % se trouvent dans le Nord de la province.

En plus de maintenir l'ordre dans toutes les régions de la province qui n'ont pas de police municipale, l'OPP offre à bien des corps de police municipaux divers services spécialisés, notamment pour les interventions d'urgence, la gestion des cas graves, la recherche et la récupération sous-marines et l'identité judiciaire.

Bien que l'OPP ait un territoire diversifié, le présent article traitera des difficultés les plus courantes auxquelles les policiers sont confrontés dans les collectivités rurales et éloignées.

Installations de culture de marihuana

Ces installations demeurent une grande source de préoccupations dans les collectivités rurales et éloignées de l'Ontario. Les enjeux ont pris de l'importance au cours des dernières années car des homicides et des agressions de citoyens innocents ont été commis dans des installations de culture, et on a eu recours à des fils-pièges, des pièges et d'autres dispositifs dangereux dans des sites un peu partout en Ontario.

Fait à noter, un incident très dangereux s'est produit à environ 50 kilomètres au nord-est d'Orillia, dans une installation de culture de marihuana surveillée par l'OPP. Les policiers de la Section des stupéfiants (D.E.S.) étaient sur les lieux quand un membre de l'Équipe d'intervention en cas d'urgence (E.I.U.) dissimulé sur le sol à l'intérieur des installations a remarqué un individu portant un uniforme tactique complet — y compris une cuirasse portant la mention « Police » — muni d'un fusil de chasse se dirigeant vers lui.

Croyant au début qu'une erreur de communication s'était produite et qu'il s'agissait peut-être d'un membre de la SLA, le membre du GTI a questionné l'individu en pointant son pistolet sur lui et a réussi à le désarmer et à l'arrêter sans problème. L'individu était en fait un cultivateur de marihuana en uniforme tactique. On a procédé à plusieurs autres arrestations et la culture a été récoltée et détruite.

Les installations de culture de marihuana demeurent une grande source de préoccupations dans les collectivités rurales et éloignées de l'Ontario.

Suivant cet incident en banlieue d'Orillia, un groupe d'adeptes de véhicules tout terrain (VTT) en randonnée sur un sentier public éloigné situé près de Carnarvon est tombé sur des cultivateurs de marihuana. Des membres du groupe ont été battus à coups de pistolet et se sont fait voler leurs véhicules et leurs pièces d'identité. Et dans l'Est de l'Ontario, une tentative de vol par des « pirates du pot » dans une installation de culture de marihuana s'est soldée par un meurtre.

Ce genre d'incidents se produit de plus en plus souvent car les cultivateurs de marihuana prennent des mesures extrêmes pour protéger leurs plants. L'OPP met en ouvre chaque année un programme intensif d'éradication aérienne afin de repérer et de détruire les installations d'envergure.

Violence familiale

Bien que toutes les collectivités soient aux prises avec des problèmes de violence familiale, ce type de violence suscite des difficultés bien particulières pour les victimes et les policiers des collectivités rurales et éloignées. Les ressources, comme les refuges et les services de counseling, s'y font rares et les victimes ne peuvent pas toujours se déplacer pour les obtenir.

Dans une petite ville où tout le monde se connaît, il peut être très difficile pour les victimes de demander de l'aide. Pour bon nombre de victimes qui habitent en milieu rural ou éloigné, ce qui les attend une fois qu'un incident de violence familiale est connu peut sembler pire que la situation qu'elles auront à vivre si elles se taisent et endurent la violence.

Au cours des six dernières années, 29 % des homicides sur lesquels l'OPP a enquêté étaient liés à des cas de violence familiale. La prévention des homicides familiaux fait partie des priorités de l'OPP, qui emploie

Cet imposteur est l'une des cinq personnes arrêtées sur un site extérieur de culture de marihuana que surveillait l'OPP dans une région rurale de l'Ontario. Plus les installations extérieures de ce genre gagnent en popularité, plus les « pirates du pot » comme celui qu'on voit ici prennent des mesures extrêmes pour voler les récoltes, allant même jusqu'à se déguiser en policiers.

Section des stupéfiants de l'OPP

maintenant des enquêteurs spécialisés en violence familiale dans plusieurs de ses détachements, pratique qu'elle espère étendre à l'ensemble de son territoire.

Jeunesse

Les questions concernant les jeunes sont source de défis particuliers pour les policiers des collectivités rurales ou éloignées. Les jeunes en milieu rural disent souvent que leur plus grande préoccupation, c'est le manque d'activités et de ressources. Dans bien des régions, c'est l'ennui qui amène les jeunes à poser des gestes mal inspirés ou illégaux. Les jeunes Ontariens âgés entre 15 et 24 ans commettent un nombre excessif de crimes violents et de crimes contre les biens.

Les jeunes de partout dans la province sont branchés au reste du monde par Internet et se retrouvent avec une panoplie de renseignements à portée de la main. Les petites collectivités très unies ne sont plus perçues comme des cocons. La cyberintimidation, la corruption d'enfants, les jeux vidéos violents, les images médias, les sites Web explicites et la pornographie facilement accessible sont tous des facteurs qui contribuent à la victimisation et à l'éveil sexuel précoce des jeunes qui utilisent Internet sans être adéquatement supervisés.

Un poste de coordonnateur des risques en ligne a été créé dans l'Unité chargée des questions des jeunes de l'OPP et un cours sur l'exploitation et la menace en ligne est offert aux policiers afin qu'ils puissent montrer aux jeunes comment utiliser Internet en toute sécurité. Le cours apprend également aux policiers comment se servir d'Internet, plus particulièrement des sites de réseautage personnel, dans une enquête.

Services de police autochtones

Le maintien de l'ordre dans les collectivités autochtones éloignées du Nord de la province pose des défis de taille. Certaines collectivités sont accessibles uniquement par voie aérienne ou, pendant les mois d'hiver, par chemin de glace. Les services de police autochtones en Ontario, financés à titre de service de première ligne, doivent continuellement négocier avec les gouvernements provincial et fédéral pour obtenir d'autres ressources pour parer au volume de travail, ainsi qu'aux problèmes de sécurité et de maintien des effectifs. Il y a 113 des 134 collectivités autochtones de l'Ontario qui sont dotées de policiers autochtones.

L'OPP appuie les services de police autochtones en fournissant des services spécialisés qui ne font pas partie du financement de première ligne. De plus, le Bureau des services policiers des Autochtones de l'OPP a pour mandat d'accroître l'efficacité des services de police autochtones et de favoriser des collectivités saines.

Le camp pour enfants North of 50 est un bel exemple d'initiative communautaire. À l'été 2008, des policiers de l'OPP se sont rendus à ce camp pour y passer une semaine avec des enfants de Pikangikum, une collectivité autochtone près de Kenora reconnue par l'ONU comme ayant le taux de suicide le plus élevé au monde. Les enfants ont eu l'occasion pour une fois de participer à des activités amusantes et saines et d'explorer des styles de vie positifs, tout en étant entourés de policiers qui étaient là à titre de moniteurs. Ce camp a permis aux policiers d'établir des liens solides avec ces enfants et des activités de suivi se poursuivent toujours.

L'OPP s'engage également à fournir à son personnel une formation de sensibilisation aux questions autochtones. Elle présente un programme de formation d'une semaine environ 20 fois par année, en plus d'une série d'ateliers et de présentations offerts aux nouvelles recrues. La formation en sensibilisation aux questions autochtones, dans laquelle on explore la culture et les coutumes autochtones, le colonialisme et les pensionnats indiens, est selon bon nombre de policiers la meilleure formation qu'ils aient reçue.

Ressources naturelles

Le Nord de l'Ontario regorge de ressources naturelles desquelles dépend la survie de bien des collectivités rurales et éloignées. Lorsque la demande pour ces ressources diminue et que des entreprises comme des mines ou des usines ferment leurs portes, ces collectivités — bien souvent des villes à industrie unique — essuient d'importantes pertes d'emploi et les familles qui y habitent connaissent des difficultés financières. Il peut y avoir une recrudescence des crimes et de la violence familiale lorsque des villes se retrouvent dans pareille situation.

Il s'agit là de quelques-uns des problèmes auxquels les policiers de l'OPP sont confrontés en milieu rural et éloigné. L'étendue des territoires de patrouille, les questions de sécurité et de renfort, le recrutement et le maintien des effectifs chevronnés, et les difficultés familiales liées à la vie en région éloignée font qu'il peut être difficile d'y assurer des services de police.

Malgré ces problèmes, certains membres de l'OPP choisissent de passer une grande partie ou la totalité de leur carrière dans le Nord. Ces policiers, amateurs de plein air, aiment le style de vie et la beauté que cette région a à offrir.

L'OPP collabore également avec la GRC, qui est appelée à relever des défis semblables dans les collectivités rurales et éloignées. Les deux services de police mettent leurs idées et leurs renseignements en commun afin de mieux servir les collectivités nordiques et éloignées, et de mieux soutenir les policiers qui y travaillent. ■

La police du district du Northland de la Nouvelle-Zélande

Terres sauvages, routes éloignées et milieux défavorisés à patrouiller

Par Sarah Kennett
Police néo-zélandaise

Emprunter de longues routes de gravier exposées au vent pour se rendre dans des collectivités rurales est chose courante pour les policiers du district du Northland de la Nouvelle-Zélande.

Le Northland, c'est l'un des 12 districts de police de la Nouvelle-Zélande et l'une des régions les plus rurales du pays. Près de la moitié de la population du district habite en milieu rural.

The Northern Advocate

Cape Brett, près de la Bay of Islands au nord de la Nouvelle-Zélande.

Défis du milieu rural

Le Northland compte environ 380 policiers affectés à 21 postes de police, dont le quartier général du district. La garde de 14 postes est assurée par un à trois policiers. Les policiers en milieu rural travaillent souvent seuls, ce qui comporte des risques. Les renforts peuvent mettre du temps à arriver.

Le travail des policiers en milieu rural est très varié : ils peuvent être appelés à participer à une opération de recherche et de sauvetage en mer, être les premiers sur les lieux d'un incident violent grave ou aider une personne dont la voiture est tombée en panne.

Les résidants d'une petite collectivité s'attendent à ce que les policiers qui y travaillent soient en service jour et nuit. La vie familiale de ces policiers s'en ressent, car bien souvent, ils habitent tout près du poste. La sonnerie du téléphone ou des coups à la porte peuvent se faire entendre à toute heure du jour ou de la nuit.

Les policiers en milieu rural connaissent leur collectivité à fond, et les liens solides qu'ils y forgent leur permettent d'obtenir des renseignements et de l'aide auprès de la population, au besoin.

Le taux de résolution des crimes du district du Northland - qui s'élève à 56 % - est l'un des plus élevés en Nouvelle-Zélande. Les gens se connaissent et rien ne passe inaperçu dans leur voisinage. L'aide obtenue du public mène souvent à l'arrestation des criminels.

Vu l'étendue de la région côtière et les inondations qui surviennent parfois, le soutien des groupes communautaires et volontaires est essentiel pour combler les écarts de capacité.

Le mauvais système de communication fait qu'il est encore plus difficile de composer avec l'éloignement géographique et le terrain accidenté. Le réseau cellulaire est boiteux et bon nombre de maisons de la région du Northland n'ont pas accès au service Internet à large bande.

Le fait que la moitié de la population habite en milieu rural présente certains problèmes lorsque les policiers doivent répondre à des appels d'urgence. Les secours doivent parcourir de longues routes en gravier et peuvent mettre une demi-heure ou plus à arriver sur les lieux d'une urgence.

Avec toutes les longues routes en gravier à perte de vue, les criminels passent plus facilement inaperçus — et il est plus difficile pour les policiers de leur mettre la main au collet.

Les résidants des milieux ruraux sont invités à former des groupes de soutien dans leur voisinage, question de s'entraider et dans certains cas, de prévenir la criminalité.

Sécurité routière

Mauvais comportement au volant, terrain hostile, grande quantité de pluie et manque de routes asphaltées contribuent à faire des routes du Northland les plus meurtrières du pays. Il n'y a que 2 969 des 6 573 kilomètres de routes du district qui sont asphaltées.

La police ne ménage aucun effort pour réduire les décès et les blessures graves sur les routes du district. Elle s'applique à changer les habitudes des conducteurs en les sensibilisant davantage aux risques et en demandant au public de lui signaler les conducteurs dangereux.

L'alcool étant à l'origine de près du tiers des accidents mortels en 2008, les conducteurs en état d'ébriété sont maintenant le point de mire des policiers. Une patrouille des routes rurales a vu le jour en 2008 : elle cible les conducteurs ivres qui empruntent des routes secondaires afin d'échapper à la police. Deux autres groupes de répression, chacun formé de six policiers, érigent des barrages routiers et effectuent des alcootests au hasard. Bien que la patrouille des routes rurales ait ses bureaux à Whangärei, elle couvre l'ensemble du district.

La police collabore également avec le gouvernement local et le Ministère des transports de la Nouvelle-Zélande en vue d'améliorer l'infrastructure routière.

Drogues et alcool

L'alcool et les drogues illicites demeurent d'importants facteurs de criminalité dans le Northland. L'alcool contribue à près de la moitié des crimes qui y sont recensés.

La police participe à un projet unique qui vise à réduire les ravages de l'alcool dans l'extrême nord du Northland. L'équipe de lutte contre les abus d'alcool — formée de policiers et de membres du Far North District Council et du Northland District Health Board — voit à ce que les établissements détenteurs d'un permis d'alcool se conforment à la loi qui régit la vente d'alcool et fournit des renseignements sur les façons de réduire les méfaits causés par les excès de boisson. En partageant le même bureau, les trois partenaires peuvent échanger renseignements et ressources afin d'enrayer les nombreux problèmes sociaux engendrés par l'abus d'alcool dans le district.

En ce qui a trait aux drogues, le climat relativement doux du Northland se prête bien à la culture du cannabis. Quarante pour cent des cultures de cannabis saisies en Nouvelle-Zélande proviennent du Northland. Et la drogue a des répercussions considérables sur la criminalité dans les collectivités du district et sur la santé des personnes qui y habitent.

L'escouade des crimes organisés, dont les bureaux sont situés à Whangärei, entreprend de décembre à mars une opération annuelle qui cible les producteurs de cannabis. L'escouade exécute plusieurs mandats de perquisition et survole le district pour y repérer les cultures de cannabis. L'escouade saisit des échantillons des cultures repérées et arrose les cultures de cannabis pour les détruire. L'opération de l'an dernier a donné lieu à la découverte de 45 000 plants et à l'arrestation de 218 personnes pour des infractions en matière de drogue.

Autres groupes spéciaux

Les policiers de l'équipe de recherche et de sauvetage collaborent avec les volontaires d'un organisme de recherche et de sauvetage terrestre. Au fil des ans, ils ont effectué des sauvetages sur des falaises, dans des cavernes, dans la brousse et en mer, et ont participé aux recherches organisées pour trouver, notamment, des chasseurs et des randonneurs portés disparus.

L'escouade affectée aux contrevenants armés, basée elle aussi à Whangärei, intervient lorsqu'un contrevenant en possession d'armes à feu ou d'autres armes dangereuses constitue une menace pour lui-même ou pour les autres. Si une intervention d'urgence est requise en région éloignée, la police se déplacera avec l'hélicoptère des services d'urgence du Northland.

Avec toutes les longues routes en gravier à perte de vue, les criminels passent plus facilement inaperçus.

Crime saisonnier

Le district du Northland, avec sa vaste région côtière, son climat subtropical et ses nombreuses plages, attire plusieurs Néo-Zélandais et touristes étrangers pendant l'été.

La population du district augmente de plus de 200 000 habitants de décembre à mars. Cette hausse saisonnière pose problème aux policiers. Pendant l'été, on déploie davantage de policiers aux destinations de choix afin de réduire le désordre, la violence et les dommages matériels.

Autochtones

Le district du Northland est l'un des endroits où l'on trouve le plus grand nombre de Maoris, le peuple autochtone de la Nouvelle-Zélande.

Les Maoris, qui forment 32 % de la population du Northland, sont surreprésentés dans les statistiques relatives à la criminalité et à la victimisation. Voilà pourquoi la police continue de travailler de près avec les Maoris en collaborant avec les iwi (tribus) et avec d'autres organismes afin de réduire le nombre de contrevenants maoris. Le plan de répression criminelle entrepris par les iwi fait partie des initiatives maories menées à cette fin avec l'appui de la police et des organismes sociaux locaux. Il vise à réduire les infractions et la victimisation dans les collectivités maories en aidant les iwi à établir des stratégies de prévention criminelle efficaces.

Responsabilité accordée aux collectivités

Le surint. Mike Rusbatch, commandant de la police du district du Northland, affirme que bien que le Northland soit l'un des districts les plus défavorisés du pays — les problèmes recensés étant liés au piètre état de santé et au faible niveau de scolarité de ses résidants, aux logements médiocres et à un taux de chômage élevé — son sentiment d'identité collective demeure très fort.

« La police du Northland a établi des partenariats avec d'autres organismes afin de résoudre les problèmes qui surviennent en milieu très défavorisé, de dire Rusbatch. Les citoyens sont les yeux et les oreilles de la police et on leur doit la résolution et la prévention de bien des crimes. »

En décembre 2008, la police du Northland a lancé la semaine de la fierté communautaire à laquelle ont participé des groupes de services d'urgence de même que divers organismes gouvernementaux et non gouvernementaux qui se spécialisent dans la prévention criminelle, l'éducation et les services sociaux.

Cette campagne, qui visait à inciter les collectivités à prendre leur sécurité en main, cadrait avec la vision de la police, qui est axée sur la collaboration et une meilleure sécurité collective.

Après le lancement de la campagne, une série d'articles rédigés par des journalistes locaux ont été publiés dans divers quotidiens. Ces articles, qui traitaient notamment de la violence familiale, des vols, de l'alcool et de la sécurité routière, offraient des conseils à la population, à savoir ce qu'il faut faire pour se protéger et à qui s'adresser si l'on est victime d'un crime.

Ce n'est pas évident d'être policier dans le Northland - les collectivités sont diversifiées, la population rurale est nombreuse et le terrain est difficile à patrouiller — mais le soutien des citoyens facilite la tâche des policiers et fait du district un endroit plus sécuritaire, où il fait bon vivre et travailler. ■

La ronde rurale

Le service de police du Kent embauche un coordonnateur en matière de crimes environnementaux

Par l'ag. Andrew Small
Service de police du Kent
(Royaume-Uni)

Il y a environ quatre ans, le service de police du Kent, un des 43 services de police de l'Angleterre et du pays de Galles, a effectué une étude pour déterminer les principales préoccupations des habitants des collectivités rurales, comme le vol de matériel agricole et les intrusions aux fins de braconnage. L'étude a confirmé que les résidents avaient confiance en la police rurale, mais que cette dernière devait se sensibiliser davantage aux problèmes en milieu rural.

En 2005, après l'étude, la police du Kent a créé un poste de coordonnateur en matière de crimes ruraux et environnementaux, une première au Royaume-Uni (R.-U.).

Dans le cadre d'une opération multi-organismes qui a commencé en 2005, la police du Kent a travaillé avec le service d'incendie et de sauvetage du Kent et un agent spécial volontaire pour saisir une motocyclette et arrêter deux personnes accusées de comportement nuisible dans les régions boisées du Kent.

Service de police du Kent

Le travail du coordonnateur est axé sur plusieurs domaines comme la faune, les crimes environnementaux, les crimes contre le patrimoine et la prévention criminelle qui est liée à l'ordre public et au comportement antisocial dans les régions rurales et côtières.

La présence d'un tel coordonnateur satisfait la collectivité agricole et rassure les collectivités éloignées.

Partenariats ruraux

Un des principaux objectifs du coordonnateur est d'engager de façon proactive les collectivités rurales du Kent et d'établir des relations avec les organismes partenaires, comme les conseils municipaux et les organisations agricoles.

Le coordonnateur connaît un franc succès et il collabore maintenant avec plus de 40 organisations, comme le Natural England (permis relatifs à la faune et protection de diverses régions), la Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals (RSPCA), la Forestry Commission of Great Britain et les fonds de fiducie de la faune locaux. Plus particulièrement, il a établi une solide relation de travail avec la collectivité agricole et assiste régulièrement aux réunions du syndicat national des agriculteurs.

Crimes contre les animaux

Depuis 2005, le coordonnateur a mené plusieurs enquêtes sur des crimes contre la faune à l'échelle nationale et internationale dans le Kent qui, grâce à des partenariats avec des experts en mesure de démontrer, parfois à l'aide de techniques judiciaires, les effets de la cruauté envers les animaux, se sont soldées par des condamnations.

Une des enquêtes portait sur la « course au blaireau », une activité rurale illégale où un blaireau est capturé et placé dans une fosse avec un chien de combat. Le combat des animaux a pour but de divertir les spectateurs.

Au cours d'une opération conjointe avec la RSPCA, la police du Kent a utilisé comme preuve une vidéo qui a été saisie pour faire condamner une personne accusée de cruauté envers les animaux en 2006, à qui on a également interdit de posséder un animal familier pendant cinq ans.

Une autre enquête s'est soldée par une première condamnation pour harcèlement de dauphin en Angleterre. L'animal en question était un dauphin solitaire qui nageait régulièrement dans les eaux côtières du Kent et était protégé par la *Wildlife and Countryside Act* de 1981. Le dauphin était devenu une attraction populaire pour les visiteurs, et la collectivité, avec l'aide des médias locaux, a lancé une campagne pour le protéger.

En juin 2007, une personne a filmé deux hommes entrant dans l'eau et touchant le dauphin. Un policier local, également témoin de l'incident, a arrêté les deux hommes et lancé une enquête en partenariat avec des groupes de la conservation marine et des experts du comportement des dauphins. Les deux hommes ont été condamnés en avril 2008.

Protection du patrimoine

Le Kent a un riche patrimoine et de nombreux sites culturels et archéologiques sont exposés au vandalisme, entre autres. Le coordonnateur en matière de crimes ruraux et environnementaux a travaillé avec des archéologues et le English Heritage afin de protéger l'histoire du pays.

Le coordonnateur a élaboré un cours sur les crimes contre le patrimoine pour les policiers et les archéologues, une première au R.-U. L'échange accru d'information a permis de faire condamner une personne qui a vandalisé cinq sites archéologiques dans le Kent et le Sussex entre juillet et décembre 2007.

Il collabore avec une équipe de huit policiers qui peuvent, en tant que personnes-ressources additionnelles dans les collectivités rurales du Kent, enquêter plus efficacement sur les crimes ruraux. De plus, leur présence constante dans les environs leur permet de s'occuper rapidement des préoccupations des résidents. ■

Terreur à la ferme

Intervenir en cas d'incident agroterroriste

Jason B. Moats

Quiconque possède une maîtrise en microbiologie pourrait créer un agent biologique pathogène et l'utiliser dans une attaque agroterroriste, affirme Jason B. Moats, auteur du livre *Agroterrorism.*

Les mesures d'intervention en cas d'incident agroterroriste peuvent être plus complexes que celles qui ont été prises le 11 septembre 2001, selon Jason B. Moats, auteur de l'ouvrage intitulé Agroterrorism: A Guide for First Responders *(Texas A&M University Press, 2007). M. Moats s'est entretenu avec Caroline Ross, rédactrice pour la* Gazette*, sur la possibilité que des agents pathogènes biologiques détruisent l'industrie américaine de l'élevage et sur les raisons pour lesquelles les intervenants d'urgence doivent toujours faire preuve d'ouverture.*

Pourquoi un attentat visant les animaux d'élevage est-il plus complexe sur le plan de l'intervention que des attentats comme ceux du 11 septembre 2001?

Le 11 septembre 2001, nous pouvions mesurer l'ampleur des dégâts, contrairement à une épidémie de fièvre aphteuse ou de maladie de la vache folle, ou encore à la propagation dans l'air d'autres agents biologiques sur des centaines de kilomètres. De plus, quand une vache ou un porc présente les premiers symptômes d'une maladie, celle-ci est généralement déjà avancée. Les maladies peuvent se propager très rapidement; l'industrie agricole peut être comparée à une grosse machine : il suffit qu'une pièce brise pour que tout le reste se mette à mal fonctionner. Par exemple, la fièvre aphteuse s'attaque aux moutons, aux bovins, aux chèvres et aux cochons, qui produisent tous la viande que nous aimons tant. L'élevage est l'industrie agricole la plus importante (en Amérique).

Quel rôle jouent les organismes d'application de la loi en cas d'incident agroterroriste?

En cas d'incident biologique, les mesures d'intervention sont dirigées principalement par des vétérinaires et des professionnels de la santé animale. On pourrait aussi faire appel à des agents de l'application de la loi pour aider à retracer l'origine de la maladie. Si l'incident est d'origine criminelle ou terroriste, ils participeront sans aucun doute à l'enquête. Des policiers assureraient aussi la sécurité périmétrique et la surveillance des points de contrôle des animaux.

En quoi la sécurité périmétrique pose-t-elle des défis?

Les défis sont surtout associés à la communication et à la définition des pouvoirs de chacun. Supposons qu'un policier de New York est affecté à une communauté située au coeur du Kansas pour aider à surveiller la circulation lors d'un incident biologique. On lui demande d'arrêter tous les véhicules qui transportent des alpacas, animaux que l'on croit porteurs de la maladie en cause. Comment le policier sait-il à quoi ressemble un alpaca? Quel pouvoir exerce-t-il dans cette situation? Aux États-Unis, les policiers municipaux ne sont pas toujours autorisés à tuer un animal. Dans ce cas, le policier devra peut-être attendre l'arrivée du garde-chasse.

Quelles mesures les services de police prennent-ils pour relever ces défis?

Il faut beaucoup de planification et de pratique. Pour ce faire, un programme doit être créé de sorte que les policiers puissent suivre une formation d'une journée sur les lieux de l'incident ou se voient remettre des guides qu'ils pourront consulter pendant la crise. Cela dit, il ne faut pas oublier que l'intervention sera le fruit d'une collaboration entre les organismes d'application de la loi, les services d'urgence et d'autres organismes de sécurité publique. Ces intervenants devront travailler étroitement avec la communauté agricole, depuis les vétérinaires jusqu'aux établissements de recherche. Ensemble, il nous faut assurer cette planification afin d'être prêts au moment où la maladie frappera.

Selon vous, sommes-nous prêts à faire face à un incident agroterroriste en Amérique du Nord?

Même si nous sommes plus prêts qu'avant, nous avons encore beaucoup à faire. Les techniques de détection des maladies se sont grandement améliorées depuis 2000, mais les chercheurs se concentrent sur la santé humaine. Les équipes d'intervention d'urgence ont effectué peu d'exercices en milieu agricole. Nous devrions accorder plus d'attention à la santé animale.

Quelle est l'idée la plus fausse qu'ont les services d'intervention d'urgence au sujet des incidents agroterroristes?

Ils ont tout à fait tort lorsqu'ils se disent non responsables des incidents touchant les vaches et les cochons. Ces incidents naissent et prennent fin à l'échelle locale; tout le monde a un rôle à jouer dans l'intervention. Je peux vous assurer que des organismes nationaux et gouvernementaux travaillent actuellement à la résolution du problème. Cependant, la clé se trouve au niveau local, là où naissent les incidents agroterroristes, car les premières heures sont cruciales. ■

Relever le défi

Savoir se préparer et s'adapter pour une affectation en région isolée

Par la Dre Barbara J. Schmalz, Ph. D., psychologue en recherche, psychologue divisionnaire de la GRC

Le vif intérêt et les défis que suscite le travail de policier en région éloignée font depuis toujours partie des traditions de la GRC. Il suffit de prendre connaissance des récits qu'en rapportent les membres pour comprendre l'attrait et les difficultés que présente encore aujourd'hui le service en milieu éloigné. Il faut avoir vécu dans un poste isolé pour trouver les mots décrivant ce qu'on y gagne, personnellement et professionnellement, ce qui plaît et déplaît, ce qui fonctionne et ce qui cloche.

À la GRC, il revient au membre d'entreprendre des démarches pour être affecté en région isolée; c'est un choix de carrière tout à fait personnel. Une fois cet intérêt exprimé, le membre, lors de l'examen médical obligatoire, subira un examen psychologique pour s'assurer qu'il n'a aucune faiblesse psychologique pouvant l'empêcher de bien fonctionner en milieu isolé.

Les défis psychologiques auxquels sont confrontés les policiers en milieu éloigné sont uniques. Pour y survivre et y mener une vie saine, il est souhaitable, sinon nécessaire, d'avoir un certain type d'aptitudes et d'être capable de s'adapter. Alors quels sont les défis psychologiques qui attendent une personne en milieu éloigné?

Défis psychologiques

En région éloignée, ce sont l'environnement et le milieu culturel qui mettront rudement à l'épreuve l'équilibre psychologique d'un membre.

La santé psychologique d'une personne peut être considérablement ébranlée par les conditions extrêmes. Par exemple, dans le Nord, le manque de lumière naturelle pendant les mois d'hiver aura une incidence sur l'humeur d'une personne, et cette dernière sera plus susceptible de souffrir de dépression, surtout si elle est prédisposée aux troubles de l'humeur. De plus, le froid extrême peut contraindre une personne à faire moins d'activité physique, et ainsi, limiter les méthodes de réduction de stress dont elle dispose.

S'il manque d'activités sociales et culturelles, ou si ces activités sont trop différentes, les gens n'ont pas autant l'occasion de socialiser et risquent de se retrouver seuls et isolés.

Une affectation en région isolée est susceptible de peser lourd sur les relations entretenues par un membre, que ce dernier soit célibataire, marié, dans une relation occasionnelle ou à longue distance, et bien souvent, le membre cessera de cultiver ces relations pendant une période de temps prolongée. La solidité d'une relation sera certainement mise à l'épreuve lors d'une affectation en région éloignée, que le membre soit accompagné ou non de son conjoint, au de sa conjointe.

En revanche, les membres diront que passer deux à trois ans dans le Nord fait mûrir une relation, et qu'un couple qui coopère et communique est plus uni. Ils diront aussi qu'il n'est pas facile d'élever des enfants quand on est loin de sa famille élargie et de son réseau de soutien, qu'on ne dispose pas d'autant de services de garde, que le choix d'écoles est moindre et que les activités parascolaires sont peut-être moins nombreuses.

Une affectation en région isolée est susceptible de peser lourd sur les relations entretenues par un membre et bien souvent, le membre cessera de cultiver ces relations pendant une période de temps prolongée.

Il est essentiel pour les membres de mener une vie équilibrée et c'est d'autant plus important pour les policiers en milieux isolés.

Les défis de la vie en région isolée varient d'un membre à l'autre, selon le tournant qu'il prend à ce moment précis de sa vie. Les membres d'un service de police national sont souvent appelés à vivre et à travailler loin des leurs. Cela dit, une naissance, une maladie, des parents vieillissants, par exemple, font que l'absence de systèmes de soutien se fait d'autant plus sentir en régions éloignées, où l'accès au transport est limité. L'âge des enfants à élever et le nombre de semaines de grossesse d'une mère doivent être pris en considération car les besoins médicaux ou psychologiques spéciaux d'un parent ou d'un enfant pourraient devenir facteurs de stress. Par exemple, le manque de médecins spécialistes compétents contribuera à accroître le niveau de stress d'un couple ayant des problèmes de fécondité ou des parents d'un enfant ayant des besoins spéciaux.

Préparation et adaptation

Il est essentiel pour les membres de mener une vie équilibrée s'ils souhaitent une longue carrière dans la GRC, et c'est d'autant plus important pour les policiers en milieux isolés. Avant de demander à être mutés dans le Nord ou d'accepter une

affectation en région éloignée, il est bon pour les policiers de prendre conscience de l'attention qu'ils portent à leurs besoins personnels. Il est si facile de se consacrer à son emploi sans répit, au détriment de tout le reste, surtout lorsqu'on travaille dans le Nord. Peu importe la durée de l'activité ou l'intérêt que cette dernière suscite, la santé psychologique générale d'un policier sera bien meilleure s'il s'engage à prendre le temps de faire des activités physiques, sociales, intellectuelles, psychologiques et spirituelles. Certes, la nature des activités pourrait varier en région éloignée, mais les bienfaits seront les mêmes.

La situation conjugale et familiale d'un policier en région éloignée peut avoir un effet positif et négatif sur sa santé psychologique. Il est très important de parler ouvertement des événements positifs et négatifs et des difficultés vécues avec les membres de sa famille. Il revient aux couples et aux parents de s'assurer que les conjoints et les enfants ne s'isolent pas. Le retrait social et psychologique peut mener à la dépression de même qu'à des problèmes conjugaux et professionnels. C'est bien connu, dans les petites collectivités nordiques, les membres forment une grande famille et prennent soin les uns des autres. C'est ce sentiment d'appartenance à la communauté qui fera qu'un membre vivra une expérience exceptionnelle et en l'absence d'un tel sentiment, certains membres auront peine à s'adapter.

Bon nombre de membres pourront s'épanouir à bien des niveaux durant leur affectation en région éloignée. Les membres vantent souvent les progrès qui y sont réalisés sur le plan professionnel, et plusieurs soulignent que ce milieu leur permet à eux et à leur famille de prendre de la maturité et de s'épanouir sur le plan psychologique.

L'aventure et les expériences culturelles vécues sont certainement uniques et enrichissantes, mais ce qu'un membre en retire dépend entièrement de l'attitude qu'il adopte. Les professionnels de la santé mentale savent que les sentiments et le comportement des gens au jour le jour dépendent de leur manière de penser. Pour vivre une expérience productive et positive en région éloignée, une personne se doit de comprendre et d'examiner son attitude à l'égard de divers aspects de la vie, comme le travail et la famille, et de la vie en général. En d'autres termes, une attitude négative qui perdure aura des effets sur les aptitudes du membre et sera source de problèmes.

Les procédures de dotation en place pour les affectations en région éloignée offrent certaines mesures pour assurer l'équilibre psychologique des membres de la GRC. Pour créer un milieu positif qui réduira les effets négatifs à long terme, on prévoit des voyages à l'extérieur de la collectivité et on restreint la durée des affectations dans un endroit donné. Le membre est responsable de tout le reste.

Il est primordial pour les membres d'échanger régulièrement entre eux, qu'ils soient à la maison ou au bureau. Ils doivent s'investir pour cultiver et améliorer leurs relations. Si la situation se détériore, les membres peuvent avoir recours aux Services psychologiques et au Programme d'aide aux membres et aux employés de la GRC.

Le but visé, c'est un membre en santé avant, pendant et après l'affectation, qui elle, si tout va bien, sera une aventure des plus enrichissantes. Pour en apprendre davantage à ce sujet, il faut s'adresser aux membres qui ont travaillé comme policiers en région éloignée, les vrais experts en la matière! ■

La Dre Barbara J. Schmalz voit depuis 10 ans aux évaluations psychologiques des policiers de la GRC cherchant à obtenir des affectations de durée limitée ou en milieu isolé.

La répression des drogues illicites dans les régions éloignées de l'Australie

Par Judy Putt, Ph. D.
Australian Institute of Criminology

En Australie, on en sait beaucoup sur la distribution et la consommation de drogues illicites dans les villes, mais très peu sur l'étendue du problème dans les régions rurales et éloignées.

Or, la recherche effectuée dans le nord du pays depuis 10 ans révèle une hausse de l'usage du cannabis : jusqu'à deux tiers des hommes et un cinquième des femmes en région éloignée en consomment régulièrement. Le problème toucherait même des jeunes d'à peine 10 ou 11 ans.

Inquiet des signes accrus d'usage du cannabis dans les communautés aborigènes éloignées – et des répercussions de cette consommation sur les groupes en cause –, le National Drug Law Enforcement Research Fund (NDLERF) a commandé une étude sur l'incidence de l'usage de drogues illicites sur les services de police dans les secteurs touchés.

Le rapport final se fonde sur des études sur le terrain, des consultations, des analyses documentaires et législatives et un sondage auprès de 792 agents des quatre services de police australiens. Il fait ressortir certaines des difficultés et des possibilités pour les policiers appelés à réprimer l'usage de drogues illicites dans les régions rurales et éloignées du pays.

Bien des régions éloignées de l'Australie ont constaté une hausse marquée du commerce de cannabis, au point où des livraisons se font régulièrement et la consommation atteint un niveau élevé.

Le contexte

En 2007, le National Drug Strategy Household Survey, un sondage mené aux trois ans, a révélé que le cannabis est la drogue illicite la plus courante en Australie, bien que son usage ait diminué depuis quelques années. La proportion de la population qui déclare avoir pris du cannabis pendant la dernière année avoisine les 10%, mais le taux de consommation de drogues illicites est beaucoup plus élevé chez les délinquants. En moyenne, si l'on prend un échantillon des personnes arrêtées et détenues par la police dans les villes, les tests de dépistage révèlent que près de la moitié a consommé du cannabis, 25 %, de la méthamphétamine, et 10 %, de l'héroïne.

En général, l'alcool et les substances volatiles tels les inhalants préoccupent le plus la police dans les régions rurales et éloignées : l'alcool, en raison de son lien avec la violence, et les substances volatiles, en raison du tort qu'elles causent aux consommateurs abusifs et à leurs victimes. Outre l'abus d'alcool et d'autres substances, bien des régions éloignées de l'Australie ont constaté une hausse marquée du commerce de cannabis, au point où des livraisons se font régulièrement et la consommation atteint un niveau élevé.

Bien des régions éloignées et isolées du pays sont habitées surtout par des aborigènes. Bon nombre de ces communautés ont une population jeune, et leurs activités économiques viables se limitent principalement au tourisme, à l'art et à l'intendance des parcs nationaux.

Selon le sondage du NDLERF, les agents des régions rurales et éloignées croient que les problèmes les plus graves chez les aborigènes sont l'alcool (80 %), le cannabis (44 %), les inhalants (33 %), l'essence (18 %) et les amphétamines (11 %). Près de la moitié des sondés estiment aussi que l'usage d'amphétamines chez les aborigènes a augmenté depuis trois ans. Les réseaux de trafic du cannabis, qui font souvent appel à des aborigènes qui habitent ou non la communauté, peuvent aussi favoriser l'expansion rapide de la consommation d'amphétamines.

Les répercussions

La consommation répandue et abusive du cannabis peut profondément marquer les communautés isolées. Certains des usagers les plus pauvres et les plus jeunes du nord de l'Australie y consacrent entre un et deux tiers de leur revenu hebdomadaire. Parmi les coûts sociaux et économiques, on note une participation réduite à la vie communautaire, une exacerbation de la violence familiale, des problèmes de santé mentale, des conflits et des désordres – surtout quand des membres influents de la communauté prennent ou vendent eux-mêmes des drogues illicites.

Rarement adaptés aux régions rurales et éloignées, les moyens de répression traditionnels conviennent encore moins aux communautés autochtones, où les agents sont très visibles et où la méfiance peut régner en raison de mauvais contacts entre les aborigènes et la police. Dans ces milieux, la police ne peut pas infiltrer les réseaux de drogue, recruter des informateurs ou faire de la surveillance. L'absence de services antidrogue spécialisés vient aussi limiter les moyens de composer avec les personnes intoxiquées ou ayant possession de petites quantités de drogue.

En région rurale ou éloignée, le maintien de l'ordre se fait bien différemment qu'en ville. Dans les petits villages, il y a peu ou pas de renforts. Parcourir de longues distances pour effectuer des patrouilles ou répondre à des appels n'a rien d'anormal, et l'isolement entraîne des problèmes logistiques, dont le coût élevé du transport et de l'équipement. Les policiers font partie intégrante de la collectivité locale, et les problèmes signalés consistent en bonne partie en des délits violents et en des crimes simples contre les biens. Tous ces facteurs influent sur la

Judy Putt, Ph.D.

La police de Laverton patrouille dans un secteur près des communautés des Ngaanyatjarra dans le désert occidental de l'Australie.

capacité des policiers à réprimer les infractions liées aux drogues dans les régions éloignées.

Les solutions

Selon les policiers des régions rurales et éloignées sondés par le NDLERF, les services d'urgence dotés de ressources suffisantes, comme les centres de dégrisement et les services médicaux 24 h, sont le moyen le plus efficace d'aider les personnes intoxiquées. Dans certains cas, la police a de bons rapports avec des services communautaires tels que les patrouilles de nuit et les services de santé. Dans l'ensemble, cependant, il existe très peu de programmes officiels ou convenables de déjudiciarisation en matière de drogue et peu de solutions autres que de mettre sous garde policière les personnes aux facultés affaiblies par la drogue pour leur propre sécurité.

En région rurale ou éloignée, la police peut contribuer grandement à réduire les méfaits des drogues et la demande à leur égard, voire en couper l'approvisionnement. Il s'agit de miser sur la police communautaire et d'élaborer des stratégies de répression plus efficaces ou novatrices. Les policiers sont souvent les principaux organisateurs d'activités de prévention criminelle comme les activités sportives ou destinées aux jeunes, et les premiers ou les seuls intervenants que l'on appelle lorsqu'il faut composer avec des personnes intoxiquées ou des problèmes connexes.

Pour offrir des services de police communautaire efficaces aux collectivités aborigènes, il faut apprendre à connaître les pratiques socioculturelles, les croyances, les réseaux familiaux et les réalités politiques de l'endroit. À cette fin, il est essentiel de connaître la culture et d'établir des relations de collaboration avec les intervenants locaux. Les agents de liaison aborigènes peuvent offrir une aide inestimable à cet égard. Il y en a dans la plupart des États et des territoires de l'Australie; 70 % des agents sondés ont affirmé en avoir au moins un dans leur secteur.

Le soutien organisationnel est vital, mais présente d'importants défis :

- obtenir et récompenser les compétences requises pour travailler dans des milieux peu peuplés, où les besoins sont grands;
- accroître les affectations aux régions éloignées et offrir une formation et une orientation adéquates aux policiers et à leurs familles;
- recruter des employés aborigènes, les soutenir et assurer leur perfectionnement;
- utiliser les systèmes d'information de la police pour élargir la base de connaissances requises afin de lancer des initiatives de ciblage et de surveillance efficaces;
- établir des partenariats avec des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et des communautés.

En Australie, la police a conçu des initiatives et des stratégies prometteuses qui devraient aider à juguler l'usage de drogues illicites dans les communautés aborigènes éloignées, par exemple :

- des installations policières polyvalentes qui offrent des services aux communautés éloignées, exigent des modalités de sélection et de formation particulières et hébergent le personnel de l'extérieur dans un environnement empreint de collaboration (Western Australia Police);
- une approche intégrée des consultations communautaires qui fait participer les collectivités autochtones à la résolution de problèmes et fait travailler des aborigènes à différents niveaux de l'organisation (Queensland Police);
- une stratégie antidrogue visant les communautés éloignées, qui prévoit des réformes législatives, une meilleure communication de l'information et le recours à des chiens détecteurs de drogue dans les principaux corridors de transport (Northern Territory Police);
- des équipes d'action antidrogue aborigènes ou des comités locaux réunissant des membres de différents organismes pour réduire les méfaits des drogues licites et illicites (South Australia Police);
- une équipe de renseignement transfrontalière qui coordonne les renseignements sur les drogues dans plusieurs communautés désertiques et les trois territoires du centre de l'Australie (South Australia Police, Northern Territory Police, Western Australia Police).

Il faut continuer de s'attaquer aux problèmes locaux et régionaux en établissant et en appliquant des plans de police communautaire. Ces plans doivent se fonder sur des pratiques efficaces et sur une connaissance des conditions culturelles et des capacités locales, et prévoir des cibles et des mesures précises pour lutter contre l'offre et la consommation de drogues illicites.

Pour consulter le rapport intégral du NDLERF (monographie 15), consultez le ***www.ndlerf.gov.au***.

La Dre Putt est la gestionnaire générale de la recherche à l'AIC, où elle travaille depuis 2004. Elle possède une vaste expérience de la recherche, des politiques et de la pratique dans les domaines de la politique antidrogue, des questions de justice criminelle liées aux aborigènes et de la justice applicable aux jeunes.

Saviez-vous que...

Plusieurs crimes commis dans les communautés rurales, côtières ou septentrionales visent les ressources naturelles. Qu'il s'agisse de pêche, d'exploitation forestière ou de culture illégales, de braconnage ou de vol de diamants, les infractions sont habituellement fonction des ressources locales. Voici un aperçu de ces crimes qui touchent les communautés où la nature est au premier plan.

Selon la Banque mondiale, plus d'un dixième du bois d'oeuvre commercialisé dans le monde provient de l'exploitation forestière illicite, ce qui équivaut à des pertes annuelles de revenus de 10 à 15 milliards de dollars américains pour les pays producteurs.

Une analyse réalisée en 2003 sur l'intrusion et le vol de bois d'oeuvre dans le sud des Appalaches révèle que dans 20 % des cas, on a arrêté les auteurs de vols commis en territoire domanial dont on a eu connaissance et que 24 % des arrestations ont mené à des accusations.

Au Canada, entre 2002 et 2007, la chasse au phoque a donné lieu à 180 inculpations criminelles.

La police britannique a décidé de sévir en matière de courses illégales de chiens de chasse pour lesquelles un lièvre est utilisé comme appât. Organisées dans des champs fraîchement récoltés, elles s'accompagnent souvent d'autres infractions : vols, dommages matériels et intimidation.

En 2006, les autorités australiennes ont saisi 365 bateaux de pêche clandestins (un record) grâce aux 390 millions de dollars australiens alloués par le gouvernement pour l'intensification de la surveillance côtière.

Selon les statistiques du gouvernement américain, le risque de se faire tuer dans l'exercice de ses fonctions est neuf fois plus élevé pour un garde-chasse que pour un autre agent chargé de l'application de la loi.

D'après le ministère des Ressources naturelles du Michigan, les braconniers sont généralement âgés de 25 à 45 ans et ont déjà un casier judiciaire.

En 2004, plus de 60 % des fermiers de la vallée de San Joaquin (Californie) ont été victimes de crimes, principalement de vandalisme et de vol de matériel léger.

Selon le Bureau of livestock Identification de la Californie, au cours des dix dernières années, les fermiers des ranchs californiens ont rapporté la disparition ou le vol de plus de 16 000 têtes de bétail, ce qui représente une perte de plus de 9 millions de dollars américains.

Selon le Urban Institute, jusqu'à 88 % des crimes liés à l'agriculture ne sont pas signalés.

Entre 2005 et 2006, Hydro One, la plus grande compagnie d'électricité ontarienne, a signalé une augmentation de 1150 % des vols de matériaux en cuivre dans les sous-stations de la province.

Selon un rapport de 2004 du Service canadien de renseignements criminels, en raison de l'éloignement des mines de diamant canadiennes et de la protection efficace dont elles bénéficient, la prospection et l'extraction du diamant sont relativement à l'abri du crime organisé.

D'après le U.S. Fish and Wildlife Service, la valeur des animaux sauvages saisis chaque année aux frontières des États-Unis s'élève à environ dix millions de dollars américains. Le Mexique, le Canada et la Chine sont les trois principaux fournisseurs de ce marché illicite.

SOURCES: Banque mondiale : **http://www.banquemondiale.org/**; Virginia Tech, Electronic Theses and Dissertations, An analysis of timber trespass and theft issues in the Southern Appalachian region (1er mai 2003) : **scholar.lib.vt.edu/theses/**; Pêches et Océans, Faits sur les phoques – 2008 : **http://www.dfo-mpo.gc.ca/seal-phoque/facts-faits_f.htm**; Norfolk Constabulary, Illegal hare coursing — is it happening near you? : **www.norfolk.police.uk**; Lincolnshire Police, Hare coursing : **www.lincs.police.uk**; Australian Broadcasting Corporation, Illegal fishing crackdown working: Abetz (11 mai 2007) : **www.abc.net.au**; North American Wildlife Enforcement Officers Association : **www.naweoa.org**; Urban Institute, A process and impact evaluation of the ACTION program (18 avril 2007) : **www.urban.org**; San Francisco Chronicle, Cattle rustling on the rise in California (16 déc. 2007) : **www.sfgate.com**; Toronto Star, Copper capers (11 avril 2008) : **www.thestar.com**; Service canadien de renseignements criminels, Rapport annuel sur le crime organisé au Canada 2004 : **www.cisc.gc.ca**; Mint magazine, Profits from wildlife poaching funding criminals, terrorists: U.S. (7 mars 2008) : **www.livemint.com**; U.S. Department of State, International illegal trade in wildlife: threats and U.S. policy (22 août 2008) : **fpc.state.gov**

Un réseau de voisinage qui fait jaser

Par Joseph Porcelli
Neighbors Network
Service de police de la ville de Boston

S'il existait un outil technologique permettant de relier les résidants d'un même secteur géographique entre eux, de les sensibiliser à la prévention du crime et de faciliter leur communication et leur collaboration, vous aimeriez en être informé, n'est-ce pas?

En avril 2008, le service de police de la ville de Boston (BPD) a lancé un réseau social pilote, le E-13 Neighbors Network (http://e13.bostoncrimewatch.com). Ce réseau en ligne permet aux résidants du secteur E-13/Jamaica Plain d'en apprendre davantage sur leurs voisins, d'être informés des crimes commis dans leur quartier et, plus important encore, de bâtir une relation de collaboration avec leur service de police.

Le BPD a créé ce réseau de voisinage après avoir constaté une augmentation de la participation des gens à son programme de surveillance de quartier à la suite de l'implantation d'un modèle de coalition visant à former les résidants et leur permettre d'établir des groupes de surveillance de quartier, rue par rue. En un an, grâce à cette initiative, 50 groupes avaient été mis en place, dans 75 % des rues du quartier de Charlestown. En 2006, ces groupes ont contribué de façon appréciable à la réduction de 16 % des crimes violents et des crimes contre la propriété. Même si l'initiative avait des effets bénéfiques, le BPD a jugé qu'un outil en ligne s'avérait nécessaire pour renforcer le travail amorcé.

Initialement, pour communiquer, les groupes de surveillance de quartier formaient des groupes de Yahoo et de Google, mais ceux-ci n'étaient pas facilement accessibles aux autres résidants qui voulaient y contribuer. En outre, les groupes de volontaires n'avaient pas tendance à communiquer entre eux, ni même connaître l'existence des autres groupes.

Fin 2007, le BPD a eu vent de la plateforme de réseautage social Ning, qui est très polyvalente et ne requiert pas la connaissance du code. La technologie Ning constitue maintenant la base du E-13 Neighbors Network. Elle offre des fonctions de blogue, de forum, d'échange de vidéos et de photos et de pages personnalisables. Elle permet de personnaliser un profil, d'ajouter des amis à sa liste, et surtout, de créer des groupes qui constituent des espaces de communication et de collaboration entre voisins de rue et de quartier.

La manière dont le E-13 Neighbors Network fonctionne est simple. Après avoir créé un profil, un résidant peut se joindre au groupe de sa rue ou de son quartier. Dans ces cybergroupes, les membres peuvent discuter de ce qui se passe localement ou afficher de l'information sur des projets collectifs ou des crimes. Le BPD ainsi que des résidants modérateurs autorisés sont en mesure d'approuver ou de refuser les demandes d'adhésion et de supprimer les discussions inappropriées.

Le réseau permet également au BPD de cibler ses communications en affichant des messages à l'intention de certains groupes de rue ou de quartier en particulier ou de tous les membres du réseau. De plus, les modérateurs du BPD peuvent intégrer des fils RSS à partir d'autres outils en ligne du BPD, tels CitizenObserver et l'actucarnet du BPD, ce qui permet de réunir pour les utilisateurs toutes les informations liées au BPD en un seul endroit.

Ce réseau en ligne permet aux résidants d'en apprendre davantage sur leurs voisins, d'être informés des crimes commis dans leur quartier et de bâtir une relation de collaboration avec leur service de police.

Le réseau de voisinage donne aux résidants la possibilité de se renseigner et de participer aux discussions au moment qui leur convient et il ne requiert que peu de travail de gestion et de soutien de la part du BPD.

Depuis son lancement, le réseau s'est élargi, il se compose maintenant de 467 membres (parmi les 31 587 résidants du secteur E-13). La mairie de Boston a remarqué le succès remporté par l'initiative et prévoit un plan pour créer des réseaux de voisinage dans chacun des 11 secteurs de Boston. Le bureau du maire ainsi que d'autres services de la ville utiliseront eux aussi les réseaux pour offrir leurs services et communiquer avec les membres de la communauté. ■

Joseph Porcelli est l'ancien coordonnateur de programmes civils et directeur du Neighbors Network du service de police de la ville de Boston. Il occupe maintenant le poste de directeur des opérations et partenariats en ligne pour le compte de Be the Change Inc., un groupe à but non lucratif qui encourage la participation des citoyens dans les débats liés aux politiques publiques.

Chaos à Mumbai

Les principes de la négociation en cas de prise d'otages se vérifient dans les pires circonstances

par Joseph Scanlon

Aussi horribles qu'ont été les événements de novembre 2008 à Mumbai – lorsque des terroristes armés ont investi les hôtels Taj Mahal Palace et Oberoi Trident, un centre communautaire juif et plusieurs autres immeubles – , ils ont rappelé que les techniques et principes d'intervention en pareils cas demeurent valides, même dans les situations les plus critiques.

Dans une prise d'otages, une équipe rompue aux modalités typiques de ce genre d'incident doit savoir intervenir de façon appropriée. Ses tâches consistent à établir un périmètre intérieur et extérieur, négocier avec les preneurs d'otages, recueillir des renseignements, constituer une équipe d'assaut et surveiller les communications et les médias.

L'incident à Mumbai a illustré deux principes fondamentaux de l'intervention dans une prise d'otages : toujours faire la distinction entre les événements qui ont mené à l'incident et le siège qui en résulte, et présumer que les médias révéleront tout ce qu'ils apprennent sur l'incident.

Le premier principe a été établi par Harvey Schlossberg, Ph.D., détective de la police de New York, qui a mis au point les techniques de négociation en cas de prise d'otages et enseigné au Collège canadien de police. Selon M. Schlossberg, il faut faire une distinction entre les événements précédant l'incident et les actes qui s'ensuivent, mais pourquoi exactement?

Réponse : ce n'est pas parce qu'un terroriste abat une personne au début de l'incident qu'il va nécessairement continuer de tuer. M. Schlossberg et d'autres ont observé qu'avec le temps, un lien peut se tisser entre les preneurs d'otages et les otages. Il est difficile de tuer quelqu'un qu'on connaît. Ce lien a d'abord été remarqué durant une prise d'otages dans une banque en Suède; c'est ce qu'on appelle le syndrome de Stockholm.

Même si les otages sont torturés, comme c'était le cas à Mumbai, il vaut encore la peine de négocier avec les preneurs d'otages. C'est seulement lorsque ces derniers tuent selon un échéancier précis qu'on peut présumer qu'ils continueront de le faire. Il faut alors mener un assaut – comme en 1980, lorsque le service spécial de l'air du Royaume-Uni a pris d'assaut l'ambassade d'Iran à Londres, où 26 otages étaient détenus depuis six jours. Dans ce cas, les pirates avaient mis à exécution leur menace de tuer des otages à des moments déterminés.

Le second principe découle d'études sur le comportement des médias durant des prises d'otages survenues aux États-Unis et au Canada, qui montrent que les médias relateront souvent les prises d'otages sans tenir compte des répercussions de cette couverture.

Dans le passé, les reportages des médias ont provoqué la torture, voire le meurtre d'otages. Au cours d'une prise d'otages dans une prison au Canada, les médias ont rapporté, à tort, que l'un des preneurs d'otages était un tueur d'enfants. En réalité, cette personne était l'un des otages. Mais les vrais preneurs d'otages ont été si choqués d'être assimilés à cet individu qu'ils l'ont torturé jusqu'à ce que les médias se rétractent.

Les médias relateront souvent les prises d'otages sans tenir compte des répercussions de cette couverture.

Gestion des médias durant une prise d'otages

Voici quelques lignes directrices à l'intention de la police sur la façon d'aborder les médias durant une prise d'otages :

1. Rappeler aux médias sur place et hors site les conséquences de diffuser certaines informations. Cela s'applique non seulement aux journalistes, mais aussi au chef de l'information qui choisit ce qui sera diffusé. Durant un incident de quatre jours à Oak Lake (Manitoba), un chef de l'information a censuré le reportage du journaliste sur place parce qu'il doutait du discernement de ce dernier. On peut sensibiliser la plupart des médias aux répercussions néfastes de leur couverture si on les aborde de façon courtoise.

2. Déterminer si les preneurs d'otages écoutent les reportages des médias et lesquels. Dès qu'on sait quelle station ils regardent ou écoutent, il est possible d'aviser cette station de l'importance de ses reportages.

3. Contrôler l'accès des médias au site, surtout durant un moment critique comme un assaut. Cela peut vouloir dire couper le courant afin d'empêcher les preneurs d'otages de voir ce qui est télédiffusé, ou encore s'entendre avec les journalistes pour qu'ils filment les événements, mais attendent le dénouement de l'incident pour les diffuser.

4. Faire comprendre aux porte-parole de la police que tout ce qu'ils disent peut être entendu par les otages et les preneurs d'otages et les influencer. Quiconque fait une déclaration publique durant l'incident devrait être conscient des répercussions de ses paroles.

— Joseph Scanlon

M.p. Imageart

Une équipe d'assaut militaire de l'Allemagne fait une démonstration de combat à Berlin.

Ce genre de réaction violente pourrait facilement avoir été provoquée à Mumbai, où les médias ont diffusé des reportages en direct et mis ainsi à risque la vie des otages.

Au début de cet incident, de nombreux clients étaient pris au Taj Mahal Palace. Le personnel de l'hôtel – agissant avec célérité et courage – a appelé les clients pour leur dire de rester dans leur chambre, de barricader leur porte et de ne pas faire de bruit. Toutefois, les médias ont persisté à montrer des images de clients regardant aux fenêtres de l'hôtel. Toute personne dotée d'un téléviseur – y compris les terroristes – aurait pu savoir où se terraient les clients de l'hôtel.

Les médias ont aussi diffusé des images en direct d'une équipe d'assaut militaire qui descendait d'hélicoptères sur le toit du centre juif. Ces reportages auraient pu donner le temps aux terroristes d'abattre le reste des otages avant que l'équipe puisse entrer dans l'immeuble.

Les terroristes au Taj Mahal Palace et au centre juif regardaient-ils la télévision? Comme seul un terroriste a survécu, nous ne le saurons probablement jamais. Mais selon les données disponibles sur les prises d'otages, les terroristes seraient obsédés par les médias et influencés par ce qu'ils voient et entendent.

Comme les lignes téléphoniques dans une prise d'otages sont généralement contrôlées par la police, les preneurs d'otages sont coupés de toute autre source d'information et se rabattent avec ferveur sur la télévision. Durant un incident dans une prison, les intervenants pouvaient entendre les preneurs d'otages crier des numéros. On a par la suite compris qu'il s'agissait des canaux de télévision qui relataient l'événement.

Aujourd'hui, toute diffusion à la radio, à la télévision ou sur Internet sera écoutée et vue par les preneurs d'otages et les influencera.

Il est clair que les médias peuvent jouer un rôle clé durant un incident terroriste, et il faut en tenir compte dans la planification d'une intervention. Recourir aux médias pour communiquer avec les otages et leur donner des directives n'est pas souhaitable si, ce faisant, on risque d'alerter les terroristes à la présence d'otages, voire à leur position précise dans un bâtiment.

Les incidents de Mumbai soulignent aussi les problèmes d'une prise d'otages prolongée – surtout lorsque les médias sont présents. La situation à Mumbai n'a pas duré quelques secondes, minutes ou heures, mais bien des jours.

Les affrontements entre des preneurs d'otages armés et les intervenants – policiers ou militaires – sont des événements dramatiques. Ceux qui détiennent les otages menacent de les tuer si on n'accède pas à leurs demandes, et les autorités cherchent un compromis. Le résultat a tout d'une superproduction télévisée, mais on risque de mettre des vies innocentes en danger si on diffuse trop d'information.

Récemment, la CBC et les autorités canadiennes ont persuadé les médias de garder sous silence l'enlèvement d'une journaliste de la CBC en Afghanistan. La CBC a par la suite déclaré que la couverture des événements aurait mis la vie de la journaliste en danger. La couverture médiatique d'une prise d'otages peut facilement avoir les mêmes répercussions. Il faut faire preuve de discrétion dès que les preneurs d'otages font des demandes et qu'on négocie avec eux.

À la lumière de nombreux incidents passés, nous savons que les médias appelleront les preneurs d'otages et leur parleront, dans la mesure où les autorités permettront de telles communications. Nous savons aussi que les médias voudront connaître les demandes des preneurs d'otages et que si ces derniers n'ont pas formulé de demandes précises, ils ne tarderont pas à le faire.

Aujourd'hui, toute diffusion à la radio, à la télévision ou sur Internet sera écoutée et vue par les preneurs d'otages et les influencera.

Une large part de ce qui est arrivé à Mumbai réitère les leçons déjà tirées d'incidents moins médiatisés au Canada – seulement, il est facile de les oublier lorsque l'incident est plus dramatique et se déroule dans un pays éloigné. ■

Joseph Scanlon est professeur émérite et directeur du groupe d'étude sur les communications d'urgence à l'Université Carleton. Auteur de plusieurs articles sur l'impact des médias sur la libération d'otages, il a enseigné durant de nombreuses années le cours de commandant en situation de crise – siège/prise d'otages au Collège canadien de police à Ottawa.

L'autisme et les services de police

Conseils pour aborder une personne autiste

Par Ellen Gervais
Services nationaux de prévention criminelle GRC

L'autisme est un trouble neurologique qui provoque une déficience développementale. Les symptômes apparaissent habituellement avant l'âge de 3 ans. Les régions du cerveau touchées sont celles associées à l'interaction sociale et à l'aptitude à communiquer.

Parmi les cinq troubles envahissants du comportement, l'autisme est le plus courant, touchant environ 20 Canadiens sur 10 000. Selon les données actuelles, l'autisme est quatre fois plus fréquent chez les garçons que chez les filles. Ce trouble dure toute la vie et est incurable.

Il est utile pour l'agent de police de comprendre l'autisme lorsqu'il doit composer avec des personnes qui en sont affectées. Grâce à des connaissances et à une formation, l'agent de police sera mieux outillé pour approcher ou appréhender une personne autiste et il assurera ainsi sa propre sécurité et la sécurité du public.

Reconnaître les signes

L'autisme a un spectre élargi, c'est-à-dire qu'une personne peut avoir un niveau faible, moyen ou élevé de fonctionnement, établi selon des critères de communication, d'apprentissage et d'indépendance personnelle.

Reconnaître des signes de l'autisme peut aider le policier à composer plus efficacement avec une personne qui en souffre; en voici quelques-uns :

- autostimulation (se bercer et battre l'air des bras)
- errance
- incapacité d'analyser de l'information
- absence de contact visuel
- rire à des moments inappropriés
- incapacité de répondre à des questions simples (ne pas se conformer)
- intérêt pour des articles brillants comme des bijoux ou une plaque d'officier
- comportement argumentateur, inattentif, indiscipliné
- incapacité de saisir la signification des messages
- vacillement constant des poignets
- tournoiement d'objets
- écholalie (répéter ce que vous dites ou imiter vos gestes)

Que faire?

Au moment d'approcher une personne qui présente des signes d'autisme, essayez de lui parler calmement et de manière rassurante en utilisant des phrases courtes et directes. Vous pourriez obtenir la confirmation de son état en lui demandant simplement si elle souffre d'autisme. N'élevez pas la voix et ne soyez pas agressif, vous pourriez exacerber son anxiété et elle pourrait se mettre à crier, à s'agiter et à se blesser. Évitez le contact visuel direct.

Soyez conscient de son espace personnel. Lorsqu'une personne souffrant d'autisme perçoit une invasion de son espace personnel, elle peut rapidement devenir violente. Elle risque non seulement de se blesser, mais aussi de mettre la sécurité de l'agent en danger.

Au moment d'approcher une personne qui présente des signes d'autisme, essayez de lui parler calmement et de manière rassurante en utilisant des phrases courtes et directes.

La personne autiste peut montrer un intérêt inhabituellement marqué pour des objets comme une antenne de voiture, des bouts de papier ou des bulles. Le fait de lui retirer soudainement ces objets peut accroître son anxiété et entraîner des réactions physiques menaçantes ou une automutilation. En lui remettant l'article confisqué, vous pourrez peut-être calmer la personne et lui poser des questions ou résoudre le problème.

La personne aux prises avec l'autisme peut afficher des comportements inappropriés comme essayer d'arracher votre plaque ou votre stylo, se parler à elle-même sans vous répondre, sembler sourde, se couvrir les oreilles et regarder ailleurs ou parler trop ou pas assez fort. Évitez de toucher à un autiste s'il n'y a pas de risque pour la sécurité et ne vous tenez pas trop près derrière lui parce qu'il pourrait se mettre à reculer soudainement.

Sachez que les sirènes et les lumières peuvent causer une hypertension sensorielle chez un autiste, provoquant chez lui une

Références et ressources

Société canadienne de l'autisme
www.autismsocietycanada.ca

Denis Debbaudt's Autism Risk & Safety Management Renseignements et ressources pour les policiers, les premiers intervenants, les parents, les éducateurs et les fournisseurs de soins
www.autismriskmanagement.com

Autism Canada Foundation
www.autismcanada.org

La personne aux prises avec l'autisme peut afficher des comportements inappropriés comme essayer d'arracher votre plaque ou votre stylo, se parler à elle-même sans vous répondre, sembler sourde, se couvrir les oreilles et regarder ailleurs.

anxiété extrême, une rébellion physique ou le refus de se conformer. Certains autistes sont hypersensibles. Ils peuvent ressentir de la douleur ou de l'anxiété en présence de bruits forts ou de stimuli inhabituels.

L'agent accompagné d'un chien de police doit savoir que les aboiements d'un chien ou sa seule présence peuvent angoisser un autiste; il devient alors plus difficile de l'aborder ou de le questionner.

Il est possible qu'un agent ne soit pas en mesure d'exercer les approches mentionnées, mais grâce à ces connaissances, il a plus de chances de réussir son intervention.

Il peut parfois être nécessaire de maîtriser un autiste. On sait que ces personnes présentent souvent un sous-développement des muscles du tronc (hypotonie), ce qui peut compromettre leur respiration. Dès que la sécurité le permet, tournez la personne sur le côté pour lui permettre de respirer normalement. Bon nombre des personnes souffrant d'autisme souffrent également de problèmes cardiaques, d'asthme et d'épilepsie.

En dernier lieu, les autistes n'ont pas une grande conscience du danger et ils peuvent avoir une grande tolérance à la douleur ou se montrer insensibles.

Errance

Les autistes ont tendance à s'éclipser en silence et sans que leur gardien ne s'en aperçoive. En agissant ainsi, ils risquent d'errer dans la circulation ou à d'autres endroits dangereux.

Beaucoup d'autistes sont fascinés par l'eau — la noyade est la principale cause de décès chez ces personnes. Lors de recherches pour retrouver un autiste disparu, vérifiez les plans d'eau locaux.

S'il erre, un autiste peut en fait se cacher des sauveteurs, réagir de manière agressive ou essayer de rentrer dans un immeuble en flammes.

Au moment d'approcher une personne qui montre des signes d'autisme, demandez-lui simplement si elle souffre d'autisme et si elle a des papiers d'identité. Un grand nombre d'autistes portent sur eux une carte d'identité ou une étiquette à velcro sur laquelle leur nom et leur adresse sont écrits. Ils peuvent aussi avoir sur eux une formule de demande d'aide d'urgence pour les autistes ou porter un vêtement sur lequel le mot « autiste » est écrit. Vérifiez les languettes de chaussures, les bijoux, les affichettes ou les étiquettes accrochées à une fermeture à glissière ou à une boucle de ceinture qui pourraient indiquer qu'une personne souffre d'autisme.

Il existe de nouvelles méthodes efficaces et non envahissantes pour suivre un membre de la famille qui souffre d'autisme. Ces nouvelles technologies doivent être prises en considération si une personne a tendance à errer. Les agents de police économiseraient temps et ressources et les familles seraient beaucoup moins inquiètes si la personne portait un de ces dispositifs utiles.

Lorsque vous interrogez ou détenez une personne souffrant d'autisme, attendez-vous à ce que l'entrevue soit plus longue qu'à l'habitude. Lorsqu'on leur pose des questions, leurs réponses semblent évasives ou vagues.

Entrevue

Lorsque vous interrogez ou détenez une personne souffrant d'autisme, attendez-vous à ce que l'entrevue soit plus longue qu'à l'habitude et sachez reconnaître les comportements inusités mentionnés précédemment.

Lorsqu'on leur pose des questions, il est possible que les autistes ne montrent aucun signe de remords ou que leurs réponses semblent évasives ou vagues. Ils ne comprendront peut-être pas leurs droits et il est préférable de leur poser des questions auxquelles ils pourront répondre par « oui » ou « non ». Si possible, faites appel à un spécialiste de l'autisme pendant l'entrevue ou demandez la permission d'enregistrer l'entrevue sur bande vidéo.

Assurez-vous que le rapport initial fait mention de l'autisme de la personne détenue et avisez les autorités carcérales qu'elle devra être supervisée de plus près. Il est aussi dans le meilleur intérêt de toutes les parties de demander une évaluation médicale de cette personne.

Le travail de policier comporte une vaste gamme de rôles, de responsabilités et de risques. Le fait de sensibiliser les gens aux troubles comme l'autisme peut valoir son pesant d'or sur le plan de la reconnaissance, de la prévention et de la résolution. Vous pouvez mettre en pratique les meilleures stratégies possibles en possédant des connaissances sur l'autisme et les troubles du spectre autistique. ■

Récentes études policières

Voici des extraits d'études récentes en matière de justice et d'application de la loi. Pour consulter les rapports intégraux, veuillez visiter le site Web indiqué à la fin de chaque résumé.

The impact of performance measurement frameworks on police organizations: a literature review (en anglais seulement)

Par Gavin M. Knight
pour la police de la Nouvelle-Zélande

Au cours des trois dernières décennies, une vague de réforme de la gestion a déferlé sur les organismes publics de l'Occident, apportant avec elle des pratiques du secteur privé ayant pour but d'améliorer l'efficience, l'efficacité et la responsabilisation. Malgré leur résistance initiale, les corps de police ont été touchés par certaines de ces réformes depuis les années 1990, souvent sous l'effet de crises entourant l'intégrité de la police.

L'introduction de cadres de mesure du rendement figure parmi les réformes les plus notables adoptées par la police. Bien que ces cadres visent à favoriser l'efficacité organisationnelle, ils risquent plutôt de l'entraver si les indicateurs utilisés sont trop restreints et centrés sur la perception externe d'intégrité. Le cas échéant, ils peuvent limiter la capacité des cadres policiers supérieurs à diriger leur service et entraîner un désalignement organisationnel.

Cette étude aborde la question et propose des explications en prenant appui sur des théories organisationnelles. Il en ressort que la mesure du rendement policier peut effectivement donner lieu à des améliorations, mais que, pour être efficaces, les indicateurs utilisés à cette fin doivent être conçus avec soin, compte tenu du point de vue du personnel de première ligne et des gestionnaires intermédiaires.

La documentation abordée regorge de critiques à l'égard des indicateurs de mesure du rendement utilisés par la police. Elle démontre également que, là où les gestionnaires intermédiaires estiment que les cadres de gestion du rendement vont à l'encontre des besoins de l'organisation ou ne présentent aucun lien avec eux, il se produit un décalage entre le travail des agents et les buts organisationnels. Ce décalage peut être attribuable à des dispositions administratives ou à des facteurs contextuels tels que les normes sociales de l'organisation; il prend la forme d'un écart entre les structures établies et les pratiques de travail. Souvent, alors, les règles officielles ne sont pas respectées et les décisions ne sont pas mises en oeuvre.

Bien que ces cadres visent à favoriser l'efficacité organisationnelle, ils risquent plutôt de l'entraver si les indicateurs utilisés sont trop restreints et centrés sur la perception externe d'intégrité.

Les cadres policiers ont des raisons de vouloir mesurer le rendement. Cela favorise entre autres la reddition de comptes. Un cadre de mesure du rendement bien conçu peut aussi permettre aux gestionnaires de relever les méthodes de travail inefficaces qui, en l'absence de correctifs, pourraient soulever des questions quant à l'intégrité de la police.

Il faut donc améliorer les indicateurs de mesure si l'on veut réduire le décalage et accroître l'efficacité organisationnelle. La tâche ne sera toutefois pas mince. Bien que les outils de ce genre puissent orienter les comportements, il est difficile de mettre au point des indicateurs utiles sans entraîner par inadvertance des comportements indésirables.

Pour consulter le rapport intégral : ***www.police.govt.nz/events/2008/researchsymposium/programme.html***

An uncertain future: law enforcement, national security and climate change (en anglais seulement)

Par Chris Abbott
pour l'Oxford Research Group
(Royaume-Uni)

Les énormes défis environnementaux qui touchent la planète entière ont poussé le changement climatique au premier plan des programmes politiques intérieurs et internationaux. Aussi heureuse que soit cette prise de conscience, elle tend à éclipser les répercussions inévitables du problème sur les enjeux de sécurité mondiaux et nationaux et sur les politiques connexes.

Ce n'est plus juste une question environnementale. Les effets bien documentés du changement climatique (hausse de la température moyenne et du niveau de la mer à l'échelle planétaire, déstabilisation météorologique) entraîneront des répercussions socioéconomiques secondaires (perte d'infrastructures, pénurie de ressources et migrations massives) qui pourraient avoir une forte incidence au plan de la sécurité (agitation sociale, violence intercommunale et instabilité mondiale) : autant de nouveaux défis pour les gouvernements en quête de stabilité intérieure.

Les organismes chargés de préserver et de maintenir la sécurité nationale devront s'adapter à l'évolution du contexte mondial. Les services de police et de sécurité risquent d'être confrontés à d'importantes contraintes, dont les suivantes :

La planification et la gestion des RH n'ont pas évolué aussi rapidement dans les organismes policiers du Canada que dans d'autres secteurs.

Exigences de sécurité frontalière accrues : Certains membres de la classe politique et secteurs de la population risquent d'exiger d'emblée un resserrement de la sécurité frontalière. Bien que les mesures de ce type aient peu de chances de succès à long terme, la protection des frontières nationales et maritimes et la détention des migrants illégaux revêtiront probablement une priorité croissante pour la police et la garde côtière.

*Évolution du taux de criminalité et des types d'infraction*s : La hausse rapide de l'immigration risque d'influer sur le taux de criminalité et les types d'infractions avec lesquels la police doit composer, les attitudes culturelles variant énormément à l'égard de certains délits, dont la conduite en état d'ébriété et les agressions au couteau. Il faudra accroître le recours aux services d'interprétation, établir des programmes de liaison communautaire adaptés aux nouvelles réalités et améliorer la collaboration entre la police et les divers consulats et ambassades.

Nouvelles lois : Les politiques adoptées en réponse au changement climatique et au besoin de réduire les émissions de carbone exigeront sans doute de nouveaux mécanismes juridiques assortis d'interventions policières musclées, notamment pour l'application des règles sur l'échange de droits d'émission de carbone et les enquêtes connexes en matière de corruption ou de fraude, sans parler des infractions aux règles environnementales de plus en plus strictes et des cas de fraude liée aux régimes volontaires de crédits compensatoires pour les gaz à effet de serre.

Gestion des sinistres : Inondations, feux de friches et conditions météorologiques extrêmes feront sentir leurs effets de plus en plus. On n'a qu'à penser au passage de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans en 2005 pour voir comment un tel désastre peut épuiser les ressources de la police (maintien de l'ordre, interventions d'urgence, gestion de sinistres, mesures d'évacuation, etc.). Les corps policiers devront miser beaucoup plus sur une planification intégrée avec les services d'urgence locaux et les organismes fédéraux de gestion de sinistres afin de tenir compte des effets probables du changement climatique dans l'établissement des plans de secours.

Pour consulter le rapport intégral : ***www.oxfordresearchgroup.org.uk/publications/briefing_papers/uncertainfuture.php***

Étude nationale sur les ressources policières

Par le groupe Hay pour le Conseil sectoriel de la police (Canada)

Dans ce rapport, le groupe Hay présente les résultats d'une analyse exhaustive de 10 mois (2006-2007) sur les actuelles pratiques de gestion et de planification des ressources humaines (RH) dans le secteur policier. En particulier, il se penche sur les méthodes en vigueur dans quatre domaines cruciaux de la gestion des RH : recrutement et maintien de l'effectif; éducation et formation; planification de la relève et développement du leadership; adoption de cadres de gestion du personnel axée sur les compétences.

La principale conclusion tirée de cette analyse, c'est que la planification et la gestion des RH n'ont pas évolué aussi rapidement dans les organismes policiers du Canada que dans d'autres secteurs.

L'analyse a mis le doigt sur des possibilités d'amélioration dans chacun des quatre domaines visés. Selon la principale recommandation qui en a découlé, les services de police devraient agir de concert, à titre de secteur coordonné, plutôt que comme une coalition d'employeurs distincts.

En matière de recrutement et de maintien de l'effectif, le groupe Hay recommande une campagne nationale pour faire valoir la carrière de policier. Les corps policiers devraient mettre leurs ressources en commun et faire concurrence aux autres secteurs d'emploi au lieu de concevoir des campagnes publicitaires individuelles et de s'arracher les candidats entre eux.

Au plan de l'éducation et de la formation, il est ressorti de l'analyse que si le secteur investit beaucoup dans ce domaine, le gros de cet investissement sert uniquement au maintien des compétences et des accréditations actuelles. Bien que ce soit nécessaire et inévitable, cela limite la capacité de favoriser un perfectionnement réel chez l'employé.

Côté planification de la relève et développement du leadership, l'analyse a révélé un manque d'efficacité particulièrement marqué dans le secteur policier. C'est dans ce domaine que le morcellement de la police se fait le plus sentir. Plus de la moitié des corps policiers au Canada comptent moins de 25 employés et portent donc peu d'attention à ces éléments. Or, dans les petits services municipaux, les tâches de leadership sont variées et parfois aussi exigeantes que bien des postes de direction de deuxième ou de troisième niveau dans un grand service urbain.

Bon nombre des recommandations formulées dans ce rapport s'inscrivent dans une stratégie de gestion des RH axée sur les compétences. Les stratégies de ce genre correspondent aux pratiques d'excellence des secteurs privé, public et policier; en effet, quelque deux tiers des corps policiers emploient de telles méthodes pour au moins certaines de leurs fonctions de RH.

Pour consulter le rapport intégral : ***www.policecouncil.ca/french/info4c_f.html***

Programme d'agents de liaison avec les services correctionnels communautaires

Renforcer les partenariats au sein de la collectivité judiciaire

Par Ryan Benson
Conseiller en communications
Service correctionnel du Canada

En travaillant à élucider une récente série d'introductions par effraction, des policiers de Winnipeg ont eu des motifs de croire que le suspect était un libéré conditionnel sous responsabilité fédérale. Le hic : pour le trouver, ils ne disposaient que d'une vieille photo et de coordonnées périmées datant d'avant son incarcération.

Les pistes étant faibles, les enquêteurs ont fait appel à leur agent de liaison avec les services correctionnels communautaires (ALSCC), qui a réussi à obtenir une photo et des coordonnées récentes auprès du Service correctionnel du Canada (SCC). Peu de temps après, les enquêteurs ont appréhendé le suspect, et des accusations ont été portées contre lui.

Les ALSCC sont des policiers qui collaborent avec le SCC aux termes du Programme Échanges Canada. Ils sont rattachés aux bureaux de libération conditionnelle du SCC et aux centres correctionnels communautaires. Comme l'illustre le cas décrit plus haut, les ALSCC renforcent les liens et facilitent les échanges entre les partenaires de la collectivité judiciaire du pays entier.

« La police a toujours bien servi le SCC », affirme Angela Knoll, gestionnaire de projet des Opérations de réinsertion sociale dans la collectivité du SCC. Elle souligne l'amélioration des communications entre la police et les bureaux de libération conditionnelle grâce aux ALSCC.

« Les agents de libération conditionnelle accèdent désormais plus facilement à des renseignements qui aident le SCC et la police à gérer la présence de délinquants dans la collectivité, dit-elle. Les policiers sont sur place avec nous et peuvent jouer un rôle plus actif. »

Ce qui surprend le plus certains agents d'application de la loi, c'est la quantité d'information qu'ils reçoivent grâce au programme, et aussi sa qualité.

> **« Les agents de libération conditionnelle accèdent désormais plus facilement à des renseignements qui aident le SCC et la police à gérer la présence de délinquants dans la collectivité. »**
>
> *Angela Knoll, SCC*

« Il existe une dynamique particulière entre le délinquant et son agent de libération conditionnelle, qui joue bien sûr en notre faveur », d'expliquer le gend. Ben Rosentreter, un ALSCC détaché du Service de police de Winnipeg. « Parfois, les gens se taisent en présence d'un policier mais s'expriment plus librement devant leur agent de libération conditionnelle. »

Le mandat du programme des ALSCC consiste à améliorer la sécurité publique en aidant les policiers et les agents de libération conditionnelle à mieux intégrer leurs activités. Ce partenariat facilite aussi la supervision de délinquants à risque élevé et l'appréhension de personnes illégalement en liberté.

Des agents de divers corps policiers canadiens aux échelons municipal, provincial ou fédéral posent leur candidature au programme des ALSCC. Les candidats retenus doivent avoir au moins cinq ans d'expérience de fonctions policières actives et deux ans d'expérience en matière d'enquêtes criminelles. Au terme du processus de sélection, ils participent à différentes activités d'orientation et de formation, principalement en cours d'emploi.

« Le meilleur moyen d'apprendre ce que font les agents de libération conditionnelle est de travailler avec eux », précise Knoll. Des téléconférences régulières permettent de régler les questions opérationnelles courantes. Une réunion de formation nationale a eu lieu en 2007 pour mieux renseigner les ALSCC sur les politiques du SCC et les pratiques ayant trait à leur travail.

Au quotidien

Le rôle de l'ALSCC met l'accent sur les échanges d'information, par exemple dans les situations où il faut collaborer avec la police pour retrouver des délinquants illégalement en liberté ou la tenir au courant des libérés conditionnels qui ont réintégré la communauté.

Dans une journée ordinaire, l'ALSCC peut collaborer avec une équipe de gestion de cas pour planifier la libération de détenus à risque élevé, participer à l'élaboration de plans de supervision structurés et mettre au point des stratégies d'intervention communautaire pour les délinquants dont le niveau de risque peut avoir augmenté pendant la période de libération.

Pour le serg. James Clover, ancien ALSCC maintenant retourné à la police d'Edmonton, le fait de côtoyer des agents de libération conditionnelle lui a permis de mieux connaître – et respecter – leur travail. En voyant que les libérés conditionnels sont le lien entre la police et les services correctionnels, il a beaucoup mieux compris la

Ryan Benson

L'agente de libération conditionnelle du SCC, Dalila Boukhalone, examine le dossier d'un délinquant avec la gend. Liana Ouellette de l'OPP à l'établissement de Collins Bay, situé à Kingston (Ontario).

contribution des ALSCC à la sécurité publique.

« [Les libérés conditionnels] sont ceux qu'on essaie tous de responsabiliser et de réinsérer dans la collectivité, tout en veillant à atténuer autant que possible le risque pour cette dernière, explique Clover. Il importe de faire comprendre au public qu'il s'agit d'une responsabilité communautaire. »

En dernière analyse, ce sont les collectivités servies par les ALSCC et leurs collègues au SCC qui en sortent gagnantes.

« Plus le policier est là depuis longtemps, plus il a de relations dans la communauté et avec les services de police de la région », fait valoir Angela Knoll, ajoutant que ce réseautage contribue à la sécurité des Canadiens.

Diverses activités offrent aussi un soutien direct aux collectivités, dont le forum sur la sécurité publique, prévu pour le printemps de 2009 et organisé par le cap. Mike Wallsmith de la GRC, un ALSCC affecté au bureau de libération conditionnelle de Vernon, en Colombie-Britannique.

Wallsmith coordonne le forum de concert avec les bureaux du SCC et les services de police locaux, ainsi qu'avec des organismes de la région comme Échec au crime. L'objectif : aider la collectivité à mieux comprendre comment le SCC gère la transition du lieu de détention à la communauté et comment le bureau de libération conditionnelle travaille avec la police pour surveiller les anciens détenus et les appuyer dans ce processus difficile.

En tant que représentant du SCC et de la GRC, Wallsmith veut aider le public à comprendre comment les deux organismes collaborent au suivi des délinquants et quels facteurs peuvent contribuer au récidivisme (abus de drogues, liens avec des gangs de rue, etc.). À son avis, le rôle d'ALSCC convient parfaitement aux agents de la paix.

« Les ALSCC ont la chance de combiner les deux approches requises pour bien composer avec les éléments criminels, précise-t-il. D'abord, il y a l'aspect proactif. Les événements comme [le forum sur la sécurité publique] ... favorisent la participation et la sensibilisation communautaires avec le concours de la police et d'autres organismes gouvernementaux dans l'espoir d'éviter les situations où des influences nuisibles peuvent mener au crime. »

Ce volet proactif se veut un complément au temps que les agents comme le cap. Wallsmith consacrent au volet répressif, axé sur l'application de la loi et le repérage des personnes qui ont succombé à de mauvaises influences.

Essentiellement, l'initiative des ALSCC aide les policiers et les agents de libération conditionnelle à mieux collaborer à l'encadrement des délinquants à risque élevé qui réintègrent la communauté et à faciliter le processus de réinsertion et le renforcement des liens entre eux.

« En tant que partenaires de l'appareil de justice pénale, nous avons comme mandat fondamental d'assurer la sécurité publique », rappelle Don Head, commissaire du SCC. « Cette initiative accroît les capacités de la police et des agents de libération conditionnelle et servira de base stratégique aux futures collaborations avec la police en vue d'atteindre nos objectifs communs. » ■

« Il existe une dynamique particulière entre le délinquant et son agent de libération conditionnelle, qui joue bien sûr en notre faveur. »

le gend. Ben Rosentreter, ALSCC

Vif intérêt pour le Programme de surveillance aéroportuaire

Par Jacques Brunelle
Enquêtes criminelles relatives à la sécurité nationale, GRC

À Toronto, des amateurs d'aéronefs regardent depuis la clôture de la piste le vol EK207 d'Emirates Airline en provenance de Dubaï atterrir après 15 heures de vol sans escale. Pour ces amateurs en uniforme, la surveillance d'aéronefs n'est pas seulement un passe-temps; elle contribue aussi à la sécurité d'un grand aéroport canadien.

D'abord établi à l'Aéroport international MacDonald-Cartier à Ottawa, le Programme de surveillance aéroportuaire (PSA) est maintenant un important programme de prévention criminelle auquel plus de 400 bénévoles communautaires consacrent 15 000 heures par année dans huit aéroports en Amérique du Nord.

En cette ère où les aéroports sont ciblés par des éléments terroristes ou criminels, les bénévoles du PSA offrent leur aide en signalant aux autorités de leur aéroport les activités suspectes et les risques possibles pour la sécurité d'un aéronef. Le concept du programme ressemble à celui de la surveillance de quartier, où les bénévoles jouent un rôle central.

Le coordonnateur national du PSA oriente et informe les nouveaux groupes locaux établis par les bénévoles ou par l'administration ou la police aéroportuaire. Les groupes sont indépendants et gérés par les bénévoles, en étroite collaboration avec l'administration de l'aéroport. Des agents de sécurité ou de la police de l'aéroport en uniforme ou des membres d'équipes de sécurité nationale de la GRC en civil communiquent avec les bénévoles des aéroports participants.

Le programme est souple afin de répondre aux besoins particuliers des aéroports. À Montréal, par exemple, l'administration aéroportuaire a mis le programme sur pied et la police de l'aéroport a effectué la vérification des antécédents de tous les bénévoles. À Sydney, en Australie, la police fédérale travaille à monter le programme avec l'aide de l'administration aéroportuaire.

Patrick Cardinal

Lors d'une visite à l'Aéroport international Trudeau de Montréal, des bénévoles du Programme de surveillance aéroportuaire d'Ottawa observent l'arrivée d'un Airbus A380 et expliquent aux médias locaux leur rôle d'observateurs.

Les bénévoles sont professionnels et passionnés de l'aviation. Leurs antécédents ont été vérifiés par la police et leurs observations (souvent décrites comme des « renseignements communautaires ») sont très utiles. L'administration aéroportuaire de Montréal, Aéroports de Montréal (ADM), a vite mis ces informations précieuses à profit en élaborant le premier système de signalement d'incidents suspects pour les aéroports; ainsi, les bénévoles transmettent les informations dans un site Web protégé aux fins d'évaluation par l'équipe de sécurité d'ADM.

La police locale ou des experts informent tous les bénévoles des menaces générales dans les grands aéroports, comme l'entrée non autorisée à l'intérieur du périmètre, le vandalisme, le vol et la collecte de renseignements par des organisations criminelles. On donne même une formation sur les missiles surface-air. Les représentants de la santé et de la sécurité, aussi bénévoles, informent les participants des dangers possibles pour leur personne.

Les bénévoles signalent leurs soupçons au centre des opérations de l'aéroport par cellulaire ou par un lien protégé dans le site Web de l'aéroport. Pendant leurs déplacements, ils restent à l'affût des véhicules suspects garés dans un rayon de 15 km des approches de piste, et des événements inhabituels à l'extérieur du périmètre de l'aéroport. Le PSA permet à de plus en plus d'autorités aéroportuaires de savoir ce qui se passe à l'extérieur du périmètre.

Le PSA compte déjà plusieurs réussites, dont la découverte du bris d'une clôture de périmètre, de barrières non verrouillées et de la présence d'animaux ou d'oiseaux à l'intérieur ou près de l'aire d'opération des aéronefs; l'observation de défauts possibles de l'équipement des aéronefs; la découverte de pistes pour des enquêtes policières ou relatives à la sécurité nationale. Les bénévoles n'interviennent pas à la suite de leurs observations; ils les transmettent à titre de citoyens préoccupés et n'ont aucun autre pouvoir. Leur devise : observer, consigner et signaler.

Les autorités aéroportuaires avant-gardistes reconnaissent les avantages du PSA pour les représentants de l'aéroport et la collectivité. Bon nombre d'aéroports ont pu lancer le programme à peu de frais et chaque lancement pique l'intérêt des médias, qui mettent l'accent sur la participation positive de la collectivité et l'innovation dans la sécurité aéroportuaire. Les aéroports internationaux Pierre-Elliott-Trudeau et Mirabel à Montréal et Minneapolis-St. Paul sont les derniers à s'être joints au programme.

Les bénévoles du PSA partout en Amérique du Nord jouent un rôle important pour la sécurité des aéroports. Les administrations aéroportuaires collaborent avec eux pour élaborer des processus de signalement, et les policiers s'arrêtent souvent pendant leur patrouille pour discuter avec eux.

Le PSA est approuvé par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et Transports Canada. ■